

la Gueule ouverte

20 pages
5F
sans une ligne de pub

n° 141 mercredi 19 janvier 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49FB - france 5F



Les Socialistes ont les pieds sur terre

Le CERES (Centre d'étude, de recherche et d'éducation socialiste) : 25 % des mandats au dernier congrès du Parti Socialiste. Plus qu'un courant, presque un parti de plus. D'ailleurs, CERES et PS n'ont pas le même siège (à Paris), pas le même âge (les militants CERES sont plus jeunes), pas les mêmes analyses. Le CERES lance une campagne contre l'élection du parlement européen au suffrage universel - pour laquelle a voté le courant socialiste majoritaire. Il prône la renégociation du programme commun, contre laquelle s'est prononcé François Mitterrand.

Est-ce à dire que la scission est proche? Oh! que non! Le Pouvoir est trop accessible pour que la gauche se permette de tels sursauts. Aujourd'hui la stratégie est prioritaire. La dialectique subtile de Jean-Pierre Chevènement est parsemée de termes militaires : stratégie, rapports de forces, défense, nucléaire...

« La politique est une façon de faire la guerre », dit-il. « Ou plutôt, la guerre est une façon de faire de la politique ». Et il ajoute : « Tout de même, ce serait chouette si tout le monde pouvait vivre sa vie ».

C'est aussi notre avis et c'est le véritable débat : si la gauche arrive au pouvoir, elle devra rendre des comptes aux écologistes.

suite page 2

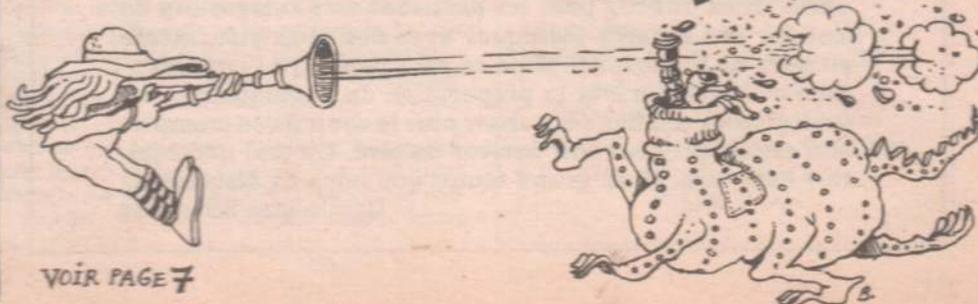
Françoise Danam

LA NATURE PARQUÉE

Danielle Fournier

L'alibi des parcs nationaux voir pages 10-11

feu vert sur Superphénix



VOIR PAGE 7

Eléments pour une autocritique de l'écologie

ECOLOGIE politique... L'expression fait campagne. Les militants la brandissent comme un étendard et regardent fièrement ces deux mots claquer au vent de l'histoire. La formule magique suffit pour expliquer tout débat, pour résoudre tout problème. Elle est même soudainement apparue au fronton de ce journal. Mais quelle est cette politique qui vient redorer le blason un peu terni d'une écologie qui n'annonce plus la fin du monde ? Ce n'est pas la « politique politicienne » : les écologistes la refusent, ils se situent « au-delà des partis », loin des rivalités hypocrites et des affrontements institutionnels. Ils veulent définir une nouvelle politique, la vraie, celle du citoyen, de la responsabilité individuelle, de l'autogestion de sa vie.

Une hypothèse sous-tend ce discours : la spécificité politique de l'écologie. Les écologistes croient à un projet de société qui leur serait propre, ils parlent d'une écologie idéale, de petites communautés autogérées « à l'échelle humaine »...

Soyons réalistes : l'écologie n'énonce pas encore d'analyse sociale cohérente, elle ne propose pas encore une alternative économique valable. Les chauffe-eau solaires et les belles éoliennes ne résoudront pas l'ensemble des problèmes énergétiques. Les écologistes proposent des présents qui chantent, font l'apologie de l'utopie et louent les vertus de la quotidienneté. Mais ils évitent la réalité sociale et négligent l'économie. Ils vantent les mérites de la globalité, mais ne sont capables que d'analyses parcellaires. Ils prennent trop souvent leurs sentiments pour des analyses, leurs fantasmes pour des doctrines. Leurs revendications naturalistes n'ont trouvé qu'une expression existentielle, la formulation de l'idéologie s'est transformée en glorification des mythes.

Que l'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas là de vanter les mérites d'un éventuel petit livre vert ou de je-ne-sais-quel programme commun écologique. La diversité est l'un des principes essentiels de l'écologie. Mais la complexité est devenue confusion. Les écologistes disent « non à la politique », signifiant leur refus des manœuvres politiciennes, mais on comprend « vive l'apolitisme ». Les écologistes disent « non au productivisme », posant les premiers jalons d'une nouvelle économie qui dénonce la logique capitaliste, et critiquent le socialisme d'Etat, mais on comprend « les luttes sociales n'existent pas ».

Actuellement la situation est devenue paradoxale entre ce manque de maturité politique de l'écologie et son importance grandissante dans le monde politique. Et la précipitation à occuper la tribune aggrave la confusion. L'écologie a choisi de participer à la politique traditionnelle pour mieux se faire entendre. Elle refuse ainsi le marginalisme qui l'enfermerait dans le placard des idéologies nobles mais solitaires et ne croit plus beaucoup aux solutions alternatives, à la stratégie de l'expérimentation ou à l'auto-organisation qui ne lui ont pas donné de résultats satisfaisants.

Cette acceptation du jeu politique risque de s'accompagner d'une régression des idées. Les alliances tactiques avec les autres tendances politiques conduisent à une certaine normalisation de l'idéologie. Ce sera le début des compromis, la venue des scissions, la naissance du conformisme. Il faudra se garder des erreurs tactiques : il deviendrait difficile pour les partisans de l'autogestion de justifier des accords politiques avec des centristes, même au nom de l'efficacité. Mais ce sera peut-être l'apprentissage du sectarisme et la préparation du dogmatisme : les écologistes « publics » n'auront plus le droit de se tromper, et c'est ce qui peut leur arriver de pire. Un mal nécessaire ? Peut-être. Il est grand temps que nous en discutions.

Dominique Simonnet

Une grande enquête "Gueule Ouverte"

L'ÉCOLOGIE EST-ELLE POLITIQUE POUR LES PARTIS ?

J-P. CHEVENEMENT (CERES) :

« L'autogestion est impossible. L'histoire est pleine de choses impossibles. C'est parce que nous voulons faire des choses impossibles qu'il nous faut les protéger, donc avoir une défense nationale »

Françoise Danam : Jean-Pierre Chevènement, le CERES est considéré comme l'aile turbulente du parti socialiste, la gauche de la gauche. Comment le situez-vous par rapport aux écologistes ?

Jean-Pierre Chevènement : Il n'y a pas d'analyse propre du mouvement écologiste par le CERES. Mais beaucoup de militants du Larzac ou d'autres combats écologistes sont venus au CERES pour donner à leur engagement un prolongement politique.

- Que voulez-vous dire ?

- L'écologie, pour nous, débute par une analyse des rapports entre les groupes, les classes et leur environnement naturel. Comme vous le savez, notre stratégie a pour but intermédiaire la prise du pouvoir. Mais nous ne voulons pas en rester là. Je crois que les écologistes font actuellement la meilleure analyse du malaise de la société, ou en sont en tout cas les meilleurs révélateurs. Ils s'accrochent mal de cette société et réagissent au coup par coup. Mais ils ne s'engagent pas complètement. Je considère que les écologistes créent un monde sympa, pour eux, mais ne cherchent pas à agir sur le monde qui les entoure. Ils refusent de payer le prix de leurs idées. Il est vrai que la perversion du Pouvoir, même se réclamant du socialisme, explique cette méfiance.

- Mais la gauche accepte de payer ce prix, fait de compromissions ?

- Dites plutôt compromis. C'est vrai, la gauche aurait tendance à s'accrocher de certaines structures héritées du capitalisme, parce qu'il faut bien faire avec ce qu'on a. Il faut donc passer des compromis, mais en dynamique, en prenant soin de s'appuyer sur un rapport de forces. La stratégie de la prise

de conscience implique de tenir compte du niveau politique inégal des différents groupes sociaux. Ainsi il est évident que les préoccupations écologiques touchent les ouvriers de chez Peugeot, qui rêvent tous de poules, de lapins, d'air pur, de silence...

- Arrêtez ! Arrêtez ! L'écologie ne se limite pas aux fleurs et aux petits oiseaux. Elle a d'abord pour but de permettre aux gens de reprendre leur destin en mains, en refusant la société hiérarchique.

- Comme nous, qui proposons l'autogestion. Mais les ouvriers de Peugeot n'ont pas spontanément l'idée de l'autogestion.

- Et vous soutenez le Programme Commun qui consacre bien peu de place à l'épanouissement individuel !

- Heureusement ! Ce serait affreux que le Programme Commun planifie l'épanouissement. Chacun doit trouver le sien propre.

- Dans une société, même de gauche,



Après Philippe Saint-Marc (Centre des démocrates sociaux), Antoine de Gaudemar (maoïste) et Michel Mousel (P.S.U.),
Jean Pierre Chevènement (CERES) répond cette semaine aux questions de « La Gueule Ouverte ».



dominée par un souci d'expansion économique constante ?

- Ecoutez : on ne peut pas, dans un monde aussi inégalitaire que le nôtre, imposer la croissance zéro, c'est-à-dire la crise qui creuse encore les inégalités.

- Il n'est pas question de cela, mais de savoir si le simple changement de propriété des moyens de production, à savoir les nationalisations, suffisent à changer la vie, et la notion de profit.

- Le Programme Commun, même dans sa lecture communiste, ne conduit pas à un monopole d'Etat. Au pire, il peut, s'il est récupéré, se mettre à gérer plus rationnellement le capitalisme. Au mieux, il changera les rapports de classes. S'il ne peut plus licencier à sa guise, le patron perd une large part de son pouvoir. Les ouvriers peuvent refuser de travailler sur des machines dangereuses, limiter une production excessive, imposer une compression de l'échelle des salaires. Ils peuvent transformer l'usine en unité de production intégrée, en supprimant le travail à la chaîne, etc.

- Tout cela est très beau, mais vous ne touchez pas au principe de rentabilité, ni de profit, ni aux incitations à la surproduction et aux imprudences dans le travail que constituent les primes, suppléments de salaires et autres heures supplémentaires.

- Entendons-nous : la stratégie de la gauche au pouvoir se veut la rupture avec la logique capitaliste et impérialiste, notamment par la transformation de nos rapports avec le tiers-monde. Elle se veut aussi rupture avec l'organisation actuelle du travail et la division des gens en catégories. De ces deux ruptures découlent forcément la remise en cause de la notion de profit,

et l'apparition de la notion d'utilité et d'inutilité.

Nous voulons satisfaire des besoins qui ne peuvent pas l'être dans la société capitaliste, à cause de la logique du profit : par exemple, faire de la recherche en énergie solaire, et exporter des centrales solaires dans le Tiers-Monde (chose impensable aujourd'hui, pas assez rentable), créer des machines multifonctionnelles, contre la spécialisation abusive, inventer des voitures incassables, des types d'habitat nouveaux, bref, planifier en France et au niveau mondial une production utile qui prouverait d'elle-même la supériorité de la société capitaliste.

- Avec, pour alimenter ces productions nouvelles, d'énormes centrales nucléaires disséminées un peu partout ?

- Pas n'importe comment. Nous ne sommes pas contre l'énergie nucléaire qui est une découverte prodigieuse. Mais nous voulons que les investissements nécessaires soient réalisés en matière de sécurité, d'élimination des nuisances et de stockage des déchets. Quoi qu'il en soit, je pense que l'énergie nucléaire est un passage obligé pour les vingt-cinq ans à venir, mais qu'au delà on préférera les énergies solaire, éolienne et hydraulique.

- En laissant en héritage à nos enfants des centrales dont l'activité radioactive dure des millénaires, et qu'il est illusoire d'espérer maîtriser d'ici vingt-cinq ans.

- En matière d'énergie, nous arriverons de toutes façons à une cote mal taillée. Nous avons des besoins importants à satisfaire, nous ne voulons plus dépendre du cartel de pétrole, donc des USA. Quand l'Arabie Saoudite consent à n'augmenter ses prix que de

5 %, ce n'est pas pour nous faire plaisir. Le cheik Yamani a expliqué (interview au « Spiegel ») pour le compte de ses maîtres, qu'il ne souhaite pas voir la gauche au pouvoir à Paris ou à Rome. Naturellement, nous devons éviter aussi de tomber sous la coupe du lobby nucléaire, j'entends de toutes les entreprises qui ont intérêt au choix nucléaire. C'est la quadrature du cercle !

- Pour ne pas quitter le nucléaire, si nous parlions de la force de frappe ?

- Il ne faut pas prendre ce problème par le petit bout de la lorgnette. La première question n'est pas d'aménager ou non le service militaire ou de réduire les crédits de l'armée. C'est de dire oui ou non à la défense. Ceux, antimilitaristes et non-violents, qui répondent « non », font un choix que je respecte. Ce n'est pas le nôtre.

- Pourquoi ?

- Parce que le monde est d'une très grande brutalité. Dans les trente ans à venir, le développement de la lutte des classes va amener des bouleversements considérables. En Europe du Sud, Portugal, Grèce, Italie, France et Espagne devront faire face à des choix de société. L'Allemagne peut se réunifier et redevenir une puissance colossale. L'URSS a des problèmes avec les démocraties populaires, le Proche-Orient est sur un volcan... Dans un tel contexte, la Défense est nécessaire, surtout lorsqu'on veut construire l'autogestion.

- Expliquez-vous.

- Primo, la bourgeoisie n'a qu'un souhait : conserver les équilibres actuels, le statu quo, et garder le pouvoir. Nous ne nous attaquerons pas impunément à ses privilèges. Deuxio, l'autogestion est un socialisme original, sans exemple à ce jour, si j'excepte la tentative yougoslave. Sa mise en place se heurtera à une coalition des pays capitalistes de l'Ouest comme des pays de l'Est.

- Dites tout de suite qu'elle est impossible.

- Elle est impossible. L'Histoire est pleine de choses impossibles. C'est parce que nous voulons faire des choses impossibles qu'il nous faut les protéger, donc avoir une Défense.

- A ce propos, pouvez-vous nous garantir que si la gauche arrive au pouvoir, nous ne risquons pas, sympathisants ou militants, de finir dans un stade ?

- Il n'y a aucune garantie qu'on ne finisse pas dans un stade, à partir du moment où on s'attaque à des privilèges. Le seul moyen pour l'éviter est de créer un rapport de forces tel qu'il dissuade ceux qui seraient tentés de le faire de recourir au fascisme. Cela implique qu'on définisse dès aujourd'hui une politique qui vise à la fois à transformer l'institution militaire et à reconsidérer les orientations de la Défense.

- Quelle sera l'attitude d'un gouvernement de gauche vis-à-vis des antimilitaristes ?

- Nous sommes pour la libre diffusion du statut d'objecteur de conscience, et l'égalité de traitement des objecteurs avec les autres appelés. Leur affectation dans différents corps civils reste à étudier.

- Et ceux qui ne veulent même pas d'un service civil ?

- Je pense que c'est un problème culturel et moral, lié au refus de la société actuelle. S'ils avaient le sentiment de servir un régime vraiment démocratique, ils auraient sans doute moins de problèmes.

- Un autre danger menace l'autogestion : la récupération de ses thèmes et leur déviation.

- Nous en sommes conscients. Le Pouvoir pourrit et a tendance à notabiliser les élus. Tout discours politique est récupérable. L'autogestion peut l'être par la social-démocratie comme par les patrons : participation, enrichissement des tâches, actionnariat ouvrier... Le CERES estime, selon le mot de Marx lui-même, que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non un cadeau venu d'en haut.

La prise du pouvoir par la gauche doit donc se manifester par l'éclosion de pouvoirs à la base, au sein des usines, des bureaux, des municipalités, des



associations et des comités de quartier. Faut de quoi la prise de conscience reste une notion éthérée. Le seul moyen d'en faire une réalité est de développer un rapport de forces qui permette d'élever progressivement les enjeux jusqu'à l'autogestion.

- Cela risque d'être long ! Le CERES, ou ce que vous en décrivez, est bien séduisant. Il reste qu'il appartient à une union de la gauche qui jusqu'à récemment considérait l'autogestion comme « une formule creuse » ; et au sein de cette union, le CERES représente à peine 25 % d'un Parti socialiste dont le courant majoritaire est loin d'être aussi progressiste que lui.

- L'important est d'occuper une position stratégique. Vous, les écologistes, vous constituez un groupe de pression important, car vous ferez sans doute la différence entre la droite et la gauche aux élections à venir. Nous, CERES, avec le quart du parti socialiste, nous sommes la garantie que l'union de la gauche ne déviara pas de sa perspective autogestionnaire. Si le parti socialiste reniait ses engagements, le CERES serait là pour s'y opposer. Le parti d'Epinais serait alors remis en cause.

Propos recueillis
par Françoise Danam

LES MUNICIPALES, QU'EST-CE QUE C'EST ?

ça, c'est la
branche d'asperagus
pour faire passer
ce bouquet un peu austère...



A l'occasion des prochaines municipales, au mois de mars, de nombreux groupes écologiques vont se présenter aux élections : ils auront à s'y retrouver dans le dédale des démarches administratives. Afin de faciliter ce travail, la G.O. vous propose un cours d'instruction civique.

Composition du conseil municipal

Le conseil municipal se compose d'un nombre de conseillers variable selon l'importance de la commune.

Il est de :

- 9 membres dans les communes de 100 habitants et au-dessous.
- 11 membres dans les communes de 101 habitants à 500
- 13 membres dans les communes de 501 habitants à 1 500
- 17 membres dans les communes de 1 501 habitants à 2 500
- 21 membres dans les communes de 2 501 habitants à 3 500
- 23 membres dans les communes de 3 501 habitants à 10 000
- 27 membres dans les communes de 10 001 habitants à 30 000
- 31 membres dans les communes de 30 000 habitants à 40 000
- 33 membres dans les communes de 40 001 habitants à 50 000
- 35 membres dans les communes de 50 001 habitants à 60 000
- 37 membres dans les communes de 60 001 habitants et au-dessus.

Enfin, un régime spécial existe pour les trois plus grandes villes françaises. L'effectif des conseils municipaux de Lyon et Marseille est fixé respectivement à 61 et 63 membres. Celui du conseil de Paris à 109 membres.

La durée du mandat est néanmoins identique pour tous les conseils. Les conseillers municipaux sont élus pour six ans. Lors même qu'ils ont été élus dans l'intervalle, ils sont renouvelés intégralement au mois de mars à une date fixe au moins trois mois auparavant par décret pris en Conseil des ministres.

Si les conditions d'éligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes quelle que soit l'importance des communes, les modalités d'élection et de propagande électorale diffèrent selon qu'il s'agit de communes de moins de 2 500, de moins de 30 000 ou de plus de 30 000 habitants.

Le régime des élections municipales

Conditions d'éligibilité

- Age actuellement requis : 21 ans révolus.
- Etre en règle vis-à-vis des obligations de la loi sur le recrutement de l'armée.
- N'être pas frappé d'une condamnation ou sanction judiciaire entraînant privation des droits électoraux.

Pour être éligible dans une commune déterminée il faut :

- soit être inscrit sur la liste électorale de la commune,
- soit être inscrit au rôle des contributions directes pour cette commune ou justifier qu'on devrait y être inscrit au 1^{er} janvier de l'année de l'élection. A noter que le nombre des conseillers qui ne résident pas dans la commune au moment de l'élection ne peut excéder le quart des membres du Conseil.

Incompatibilités

- Sont incompatibles avec le mandat de conseiller municipal les fonctions de :

- préfet, sous-préfet et secrétaire général de préfecture ;
- fonctionnaire des corps actifs de police ;
- militaire de carrière ou assimilés, en activité de service ou servant au-delà de la durée légale.

- Dans les communes de plus de 500 habitants, les conjoints, les ascendants et les descendants, les frères et sœurs et les alliés au même degré ne peuvent être simultanément membres du même conseil municipal ;

- Nul ne peut être membre de plusieurs conseils municipaux ; tout conseiller municipal élu dans plusieurs communes doit opter dans un délai de dix jours à partir de la proclamation du résultat du scrutin ; à défaut d'option dans ce délai, l'élu fait partie de droit du conseil de la commune où le nombre des électeurs est le moins élevé.

Au surplus dans les villes de plus de 30 000 habitants, les candidatures multiples sont interdites.

Modalités d'élection et propagande électorale

Tant pour le mode d'élection que pour l'organisation de la propagande électorale, les dispositions du code électoral différencient entre les catégories de communes suivantes :

- communes ayant moins de 2 500 habitants ;
- communes dont la population est comprise entre 2 500 et 30 000 habitants ;
- communes de plus de 30 000 habitants.

Communes ayant moins de 2 500 habitants

Mode de scrutin

Scrutin majoritaire plurinominal à deux tours ; les voix sont décomptées pour chaque candidat, même s'il figure sur une liste commune ; le panachage est autorisé ; les candidatures isolées sont permises ; les signes préférentiels sur les bulletins sont prohibés.

Pour être élu au premier tour, chacun des candidats doit réunir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

Déclaration de candidature

Aucune déclaration n'est exigée.

Propagande électorale

Les candidats doivent se charger eux-mêmes de la diffusion de leurs circulaires et bulletins de vote. Les commissions de propagande n'interviennent pas en effet pour les élections municipales dans ces communes ; aucun remboursement de frais n'est prévu en faveur des candidats.

Campagne électorale (réunions)

Elle est ouverte à partir de la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs.

Communes dont la population est comprise entre 2 500 et 30 000 habitants

Mode de scrutin

Scrutin majoritaire plurinominal à deux tours ; les candidatures isolées sont interdites et les bulletins distribués aux électeurs doivent comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir ; le panachage est autorisé et les électeurs conservent le droit de déposer dans l'urne des bulletins dont la liste est incomplète. Les signes préférentiels sur les bulletins sont prohibés.

Les voix sont décomptées pour chaque candidat de la liste ; pour être élu au premier tour, il faut réunir la majorité des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, l'élection est acquise à la majorité relative quel que soit le nombre des votants.

Déclaration de candidatures

Elle n'est pas obligatoire et n'est exigée, accompagnée d'une demande de concours auprès de la commission de propagande, que pour les listes qui désirent bénéficier des facilités de propagande.

Les déclarations de candidatures et les demandes de concours doivent être déposées par un mandataire de la liste avant la date limite fixée par arrêté préfectoral (à la préfecture ou à la sous-préfecture).

Propagande électorale

Les commissions de propagande sont chargées d'assurer l'envoi et la distribution des circulaires et bulletins de vote des candidats qui ont demandé à bénéficier des facilités de propagande et versé à cet effet un cautionnement de 5 F par candidat, avant une date limite fixée par arrêté préfectoral.

Le cautionnement est remboursé aux listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés, à l'un des deux tours de scrutin.

L'envoi des circulaires et bulletins de vote, assuré par la commission de propagande, est à la charge de l'Etat.

Pour les communes de moins de 9 000 habitants les frais d'impression des bulletins et circulaires, de même que l'affichage, restent à la charge des candidats.

Pour les communes de 9 000 habitants et plus, le coût du papier, l'impression des bulletins de vote, circulaires et affiches, ainsi que les frais d'affichage, sont remboursés aux listes ayant versé le cautionnement et obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.

Communes de plus de 30 000 habitants

Mode de scrutin

- Scrutin majoritaire de liste, à deux tours, avec dépôt de listes complètes, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation (système dit de la « liste bloquée ») ; les signes préférentiels sur les bulletins de vote sont prohibés.

- Les suffrages sont décomptés par liste. Est élue au premier tour de scrutin la liste qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.

- En cas de second tour, ne peuvent se présenter, sans modification de leur composition primitive, que les listes ayant obtenu au premier tour au moins 10% des suffrages exprimés. Est élue au second tour la liste réunissant le plus grand nombre de suffrages, quel que soit le nombre des votants.

Les villes de Paris, Lyon et Marseille sont divisées en secteurs électoraux, auxquels sont attribués un nombre déterminé de sièges.

Dans chaque secteur, les listes de candidats doivent comprendre, outre autant de noms que de sièges à pourvoir, un nombre de suppléants qui ne peut être inférieur au tiers ni supérieur à la totalité des sièges de titulaires.

Déclaration de candidature

- Elle est obligatoire pour chaque liste et doit être effectuée à la préfecture ou à la sous-préfecture, par le candidat tête de liste ou par un mandataire, désigné par lui.

- Les déclarations de candidatures doivent être déposées à partir de la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs et au plus tard pour le premier tour huit jours francs (à minuit) avant l'ouverture du scrutin, et pour le second tour, avant le mardi minuit qui suit le premier tour.

- Aucun retrait ou remplacement de candidature n'est admis après expiration du délai de dépôt des candidatures pour le premier tour. Un candidat décédé avant le premier tour peut être remplacé jusqu'au cinquième jour précédant le scrutin ; pour le second tour, ce remplacement est obligatoire dans le même délai.

Propagande électorale (voir plus haut)

Les listes désirent bénéficier de ces facilités de propagande doivent déposer, à la préfecture ou la sous-préfecture, en même temps que leur candidature, une demande de concours auprès de la commission de propagande et justifier du versement du cautionnement.

Désignation du maire et des adjoints

Le conseil municipal une fois constitué procède à la désignation, en son sein, d'un maire et d'un ou plusieurs adjoints.

Nombre des adjoints

Le nombre des adjoints est d'un dans les communes de 2500 habitants et au-dessous, de deux dans celles de 2501 à 10 000.

Dans les communes d'une population supérieure, il y a un adjoint de plus par chaque excédent de 25 000 habitants, ou fraction de 25 000 habitants, sans que le nombre des adjoints puisse dépasser douze.

Mais les conseils municipaux ont la faculté de décider par une délibération prise sur la proposition du maire, la création pour la durée de leur mandat, d'un ou de plusieurs postes d'adjoints supplémentaires.

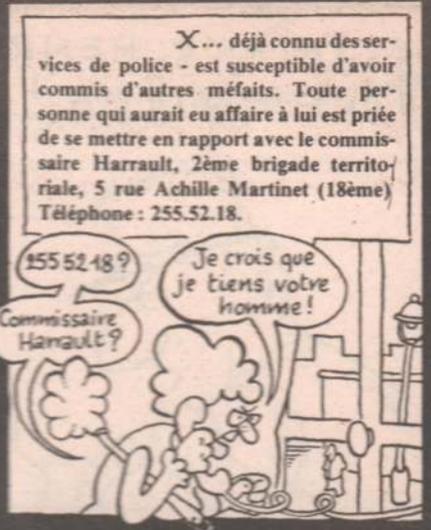


Paris est en passe de devenir la ville la plus mal famée, la plus dangereuse du monde. La Capitale de l'insécurité. Les gangsters y font la loi, multipliant les hold-up et les agressions. En plein centre. Et en plein jour. A telle enseigne que se promener dans la rue, se rendre à son travail, faire ses courses, passer (imprudemment) devant une banque est devenu une aventure. On risque à tout moment d'être victime d'un sanglant fait-divers.



Chef! Il m'a dévisagé sournoisement

L'offensive d'éléments cosmopolites contre la Police française se poursuit, comme s'il s'agissait de réduire à tout prix ses possibilités d'action devant la montée de la criminalité et du désordre.



X... déjà connu des services de police - est susceptible d'avoir commis d'autres méfaits. Toute personne qui aurait eu affaire à lui est priée de se mettre en rapport avec le commissaire Harrault, 2ème brigade territoriale, 5 rue Achille Martinet (18ème) Téléphone : 255.52.18.

155 52 48 ?
Commissaire Harrault ?
Je crois que je tiens votre homme!



Il lisait Hava-Kiri
La mort.

Mensuel ?
Je cherche un maître affectueux
258-29-94

Après mûre réflexion, un seul élément trouble cependant tous ces témoins de bonne foi : la prédilection de ce bon voisin, qui conduisait et surveillait les enfants au " toboggan ", pour les bandes dessinées exaltant la violence et à caractère nettement pornographique.



Chasseurs d'Afrique, zouaves, tirailleurs, toutes les forces françaises s'attirent d'ailleurs toujours jusqu'à l'estime de leurs ennemis.



La parole est à l'odieux assassin!

TROYES — Dans la sérénité et la paix, les Troyens attendent l'ouverture du procès de l'odieux assassin du petit Philippe Bertrand. Pendant de longues audiences, on va disséquer la personnalité de l'assassin et tenter de lui trouver des excuses. Cela n'empêchera pas, souhaitons-le, l'ombre du petit martyr de peser sur les débats.



L'assassin prélevait sur ses victimes de la chair pour la consommer ensuite...

Attention rien qui li mi'lleurs mo'ceaux

La "Loi Veil" révolte la conscience de tous ceux, à quelque confession qu'ils appartiennent, qui considèrent comme fondamentaux le respect de la vie et celui de la personne humaine. Faut de pouvoir sauver ceux, parfois viables, qu'assassinent les avorteurs, est-il possible de sauver, du moins, leurs âmes ? Le père Jésuite Bertrand de Margerie préconise dans le NR 44 de la revue "esprit et vie" le baptême des foetus abortifs et vivants.



Depêchez-vous il tombe en morceaux



Pooffiasse
Connasse

Marie-Astrid ou Davina ? le coeur de Charles balance, semble-t-il... L'heure de la décision paraît cependant proche. Le peuple anglais attaché à ses traditions paraît redouter le plus pour le prince Charles un mariage roturier...

IL EST MORT
comme il avait vécu :
DANS L'ACTION

LE PRESIDENT AMAURY N'EST PLUS

CHAQUE MATIN PLUS DE 450 000 DROGUÉS S'INTOXIQUENT IMPUNEMENT EN ABSORBANT AU RÉVEIL CE GENRE D'INFORMATIONS

MAIS
Le Parisien
CONTINUE !



Une seule solution : la déculpabilisation

Un mot sur la G.O. actuelle : sujets variés, théories parfois audacieuses, thèmes parfois neufs. Bien, bien, bien ! Liberté d'expression des lecteurs, de journalistes potentiels et amateurs ! Peut être, pas sûr. Un peu trop oui à la pétroleuse, trop non au « phallo » ou dit tel. Le peuple ? Les pros ? Les pros ne savent pas s'exprimer, c'est bien connu, hélas ! Pleurons !! Alors nous qui savons écrire, c'est notre métier, faisons semblant d'être pros. Le cas échéant, comme dans votre dernier numéro, à propos du livre « La dame au bidule », donnons un petit coup de dent à ces « intellos », qui vont en faire une tête ! Pensez !! naïfs les mecs !! Connaissent pas la vie nocturne des grandes cités !!! Sans doute des intellos à lunettes, mais formés où ? Autodidactes ? Grandes écoles ?

Moi, j'ai pas de lunettes, je vois bien clair. Je suis fils de plombier, chômeur et sans doute un peu « intello ». On me le dit. Faut bien y croire. Et après tout, c'est vrai, car j'ai lu. En tous cas, je trouve que se manifeste parfois dans ce journal un laxisme agressif à coups de formules et d'étiquettes rapidement collées sur gens et choses. Cela sent le bourgeois qui pisse dans la potiche du salon. Je n'aime pas trop cette confusion idéologique, c'est-à-dire la diversité des coups de pieds ou coups de chapeaux appliqués dans tous les sens, suivant la mode. Et je n'aime pas qu'on me pren-

ne moi, lecteur, pour un con.

Ou alors, il faut dire franchement que l'ennemi est partout. En fait, l'ennemi, c'est tout bonnement l'autre, ce con d'autre. Pour la lesbienne, c'est l'hétéro, pour le fachos, le gauchos, et réciproquement, pour la bignole, c'est ce vieux grigou du cinquième qui ne dit jamais bonjour, pour le flic c'est le débraillé et ne pas oublier les cadres moyens, les péquenots, les téléspectateurs (ces connards, j'ai pas la télé) cette conne de bonne femme et ses sept gniards, ce refoulé, cette vieille chatte à toiles d'araignée et moisissures, etc.

En bref, l'essentiel, c'est de se sentir bien dans sa peau. Alors, hardi sur la gueule du prochain, seule façon efficace apparemment que possèdent les homo-sapiens pour faire se calmer un peu la bête exigeante, jalouse et aveugle qui vit en eux. Ou alors, la gloriole ! Je suis le plus moderne, le plus subversif, le plus libre, le plus...



« Moi, je suis amoureux de deux garçons (avec lesquels j'ai des rapports amoureux, donc sexuels) et de deux ou trois filles », etc., etc., comme l'écrit le taulard ou ex dont vous passez le texte dans la G.O. n° 139. Le mec libéré, quoi ! Heureux homme ! Le mec qui sait que la relation à deux « classique » ne peut être que le fait du

conformisme, du manque d'imagination, du manque de désir. Rigolo, va ! Je ne prône rien ? Ni l'hétérosexualité, ni la monogamie, ni l'ascèse ! Fi, horreur que tout cela, hein ! Sordide héritage du judéo-christianisme !



Mais, je n'ai pas, hélas, d'admiration particulière pour l'homosexualité, féminine ou masculine, pas plus libératoire, ni moderne, ni belle, ni émouvante que le reste.

Ou alors, il faut aller plus loin, dans ce journal. Pourquoi ne pas donner la parole à l'onanisme (la masturbation n'a rien de condamnable), à l'amateur régulier de putes (on fait ce qu'on peut), à l'adultère (mais c'est vénial et banal) etc.

Par exemple, c'est étrange que Philippe déclare qu'il ne sera jamais un con à bordel. Quelle profession de foi ! Et surtout, pourquoi ?

Quel préjugé après tout. Ça montre donc que voilà une nouvelle catégorie de cons, ceux qui sont « à bordel ». Qu'est-ce qu'il peut y avoir comme cons !

A mon avis, Sade, une fois ôtés quelques passages par trop méchants et qui font peur, doit être ou devenir sans conteste, notre maître à tous. Et quand on pense



LES BOMBES AMOUREUSES

que ça a deux siècles. Pas une ride. Ah, les anciens c'était quelque chose... Assez ri. Il existe souvent une sorte de malhonnêteté, disons de démagogie, dans le fait de vouloir tout défendre. Des choix sont toujours nécessaires sinon les contradictions éclatent (qui ne sont pas systématiquement solubles ou même vantes).



Il s'agit de la place accordée dans un journal à tel ou tel thème. Dosage délicat, je l'accorde. Mais en l'occurrence, il me semble que l'information antinucléaire, antimilitariste, antipolicière, anticléricale, antifric me semble plus urgente et plus grave (c'est pas du tout de la morale...) que la vie privée de telle ou telle personne que je n'ai jamais vue.

« J'ai beaucoup d'autres arguments dans ma besace, et je préfère les romans, surtout salaces ».

P. Ardenn

La semaine prochaine la réponse d'« Ecologie » sur le terrorisme.



En décidant cette semaine de construire coûte que coûte Super-Phénix, contre les avis des populations représentées par leurs instances légales, l'EDF et le CEA (et leurs collègues allemands et italiens), nous ont lancé dans la société du plutonium. Ils ont donc, par le jeu normal de la prolifération commerciale, avancé la date de la troisième guerre mondiale, désormais inéluctable. De toutes façons, guerre ou pas, la surveillance militaire des surgénérateurs, de leur combustible et de leurs déchets amènera dans ses bagages une société dure, figée, dirigée par les « sages », la corporation des intouchables, la caste des incorruptibles. Le premier aveugle venu reconnaîtra là le faire-part de décès de la démocratie.

Les comités de base de la lutte contre Super-Phénix à Malville, organisent les 19 et 20 Février des Assises nationales où seront invités tous ceux, élus, scientifiques, syndicats ouvriers, qui ont demandé l'ajournement des travaux. La question leur sera posée : « que comptez-vous faire maintenant pour que vos vœux soient respectés ? ». Avant les municipales, leur réponse sera très attendue. Une campagne nationale sera aussi lancée pour l'auto-réduction 15% sur les factures de l'EDF. L'argent recueilli sera mis de côté tant que l'EDF maintiendra ce projet aberrant et criminel. Et s'il y a procès tant mieux, la publicité sera bienvenue. Enfin, on étudiera la grande manifestation de l'été sur le site de Malville.

Ça c'est pour l'aspect disons légal de la lutte. Mais il est pour moi de plus en plus clair que ça ne sera pas suffisant. L'EDF est une version moderne et avenante du fascisme et doit être traitée comme telle. Nous n'attendons pas l'invasion des Sudètes pour réagir. Ceci nous amène au débat sur le terrorisme et la violence.

Doit-on préciser que le « terroriste » est le « résistant » à qui l'histoire n'a pas encore rendu hommage. Terroristes les maquisards de 43, terroristes les vietcongs, terroristes les fellaghas. Et aujourd'hui ministres de leurs gouvernements respectifs. Et que dire des « communards » de Paris... Si le terroriste fait régner la « terreur », c'est qu'effectivement le bourgeois, menacé de perdre son pouvoir basé, lui, sur une terreur véritable, a très peur. Il faut s'appeler Poniatowski, Georges Marchais ou... « Ecologie », pour parler « d'odieux agitateurs » en évoquant ceux qui ne se contentent pas de bla-bla ter et passent aux actes explosifs. Et si cette analyse est normale chez ceux qui ont le pouvoir ou le guettent, que dire des écologistes qui pataugent encore dans une pareille misère idéologique ! Le respect des différences, la tolérance non-violente ne s'applique



pas à la lutte des classes. On ne vaincra pas en condamnant les « attentats », mais en soulignant la justesse de leurs objectifs. Dans un monde qui tue, peut-on condamner ceux qui détruisent les outils des tueurs ?

Le refus du « terrorisme » vient de loin, des tréfonds de l'inconscient, là où l'esclave soumis se forgeait une culpabilité quand le maître le faisait fouetter. L'histoire nous a préparés à accepter les coups, la violence, comme venant toujours de la même main, divine et paternelle, punir toute rébellion contre l'ordre existant. L'histoire, la religion, la famille. La preuve : nous tolérons la violence patronale et policière, le terrorisme des Etats (« l'équilibre de la terreur »), nous tolérons de vivre dans un monde contrefait, ni fait ni à faire, où tous les pouvoirs nous sont ôtés, même celui de nous révolter. Entre le serf d'antan, le mineur du 19^e siècle, et le salarié d'aujourd'hui, quelle différence, sinon dans la sophistication du servage ?

Ce qui m'étonne, ce n'est pas qu'il y ait si peu de révoltés, c'est qu'il y en ait encore quelques uns.

Les « doux » écologistes devront étudier sérieusement la question du sabotage. Ils découvriront peut-être que la marchandise n'est pas sacrée, et que la détruire n'est pas un acte de violence, mais un geste de légitime défense. Le mot sabotage nous vient des anarcho-syndicalistes qui l'avaient fait acclamer - comme le temps passe - en 1897, par les syndicats ouvriers, au congrès de Toulouse, avec le mot d'ordre : « à mauvaise paye, mauvais tra-

vail ». Dans le « Père Peinard » (1), Emile Pouget l'appelait « tirage à cul conscient. C'est le ratage d'un boulot, c'est le coulage du patron, tout ça pratiqué en douce, sans faire de magnés ni d'épates ». Il s'agissait pour les exploités d'alors de se la couler douce en sabotant soit la marchandise, soit l'outillage. Et Pouget avertissait : « Il faut que les capitalistes le sachent : le travailleur ne respectera la machine que le jour où elle sera devenue pour lui une amie qui abrège le travail au lieu d'être comme aujourd'hui l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs ».

Aujourd'hui comme hier et bien moins que demain...

Evidemment, Pouget est mort, remplacé par Séguy et tous les traîtres fameux de la classe ouvrière, chargés par le patronat, mais oui, de rendre la misère tolérable. Aujourd'hui, le radicalisme, on ne le trouve plus que chez ces mouvements de lutte armée contre l'oppression et qu'on appelle Monteneros (Argentine), Tupamaros (Uruguay), Septembre Noir (Palestine) ou « Bande à Baader » (Allemagne Fédérale), dont le nom exact est Rote Armée Fraction, RAF. A ce sujet, un livre extraordinaire vient de sortir : « Tupamaros Berlin-Ouest », par Bommi Baumann (2). C'est l'histoire d'un jeune Berlinois qui passa à l'action directe après l'assassinat de Rudi Dutschke, en 68, en même temps que Baader, mais différemment, puis raccrocha son flingue après la mort de ses deux meilleurs potes. Il appartenait au « Mouvement du 2 Juin ». Il raconte, sans faire de phrases, sa prise de conscience, la guérilla urbaine, ce qui le séparait lui, prolo, des intellectuels, et conclut ainsi : « la guérilla a échoué dans les métropoles parce qu'on a pas été capables de maintenir intacte la nouvelle qualité des rapports humains. Adversaires de l'appareil d'Etat, on a fini par lui ressembler. La décision de se lancer dans le terrorisme est pré-déterminée par le psychisme, c'est tout simplement une peur de l'amour. Il s'est avéré qu'il n'y a pas de coïncidence entre pratique révolutionnaire et amour. Toutes ces années durant, l'essentiel pour moi était de créer des valeurs humaines qui n'existent pas dans cette société capitaliste et qui ont disparu de toute l'Europe ainsi que de toutes les civilisations occidentales, car les machines les ont éliminées. L'objectif, c'est de les redécouvrir et de permettre leur renaissance... »

Alors, contre Super-Phénix, on fait l'amour ou quoi ?

Arthur

(1) « Le Père Peinard », éditions Galilée, un recueil des numéros de l'ancêtre des journaux anarchistes.
(2) Collection « La France sauvage », Préface de Cohn-Bendit et d'Heinrich Böll.

les pétroliers s'abîment

L'an de grâce 1976 a battu tous les records dans le domaine des marées noires. Rien que dans ses neuf premiers mois, près de 200 000 tonnes de pétrole se sont répandues dans les océans de la planète. L'industrie elle-même a recensé 604 incidents concernant des pétroliers, dont 15 collisions, 50 incendies, 164 contacts avec le fond, le quai ou d'autres objets. Elle enregistre une perte totale de près d'un million de tonnes d'or noir.

Au banc des accusés : les pavillons de complaisance. Huit bateaux libériens se sont abîmés au large des côtes américaines dans le seul mois de décembre 76. Les règles de sécurité en vigueur dans cet Etat africain - tout comme à Panama et ailleurs - sont en effet très peu sévères. Ce laxisme (complété par un régime fiscal privilégié et des bas salaires) a fait de la flotte pétrolière libérienne la première du monde. En fait, le Libéria sert juste de boîte postale et la majorité des capitaux sont américains.

CONTRE LA POLLUTION:
DES FLIGS!



Le capitaine Alister Crombie, représentant de la marine libérienne, a répliqué que son pays éliminerait les navires ne répondant pas aux normes internationales. Le Libéria a signé en 1969 la convention internationale de responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution pétrolière, et se déclare prêt à indemniser les tiers comme le prévoit cette convention, non encore ratifiée par les Etats-Unis. Il se produit en tout cas quatre fois plus d'accidents parmi les bateaux ayant des pavillons de complaisance que parmi ceux des pays industrialisés membres de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques).

Pour remédier à cette situation intolérable, les Etats-Unis, qui se prennent pour les gardarmes de l'océan, étudient un renforcement des mesures de sécurité. Des auditions ont eu lieu la semaine dernière au Sénat au sujet d'une nouvelle législation plus sévère pour les pétroliers, à l'initiative de Warren G. Magnuson, président du comité pour le commerce de cette assemblée. Avant son départ, l'ex-président Ford devait annoncer la création d'un groupe de travail sur les transports de pétrole. L'administration des garde-côtes (Coast Guard), chargée de définir les règles de sécurité pour tous les navires pénétrant dans les eaux américaines, est accusée d'être trop « gentille » avec les constructeurs et les compagnies pétrolières. Il faut « casser le mur du conservatisme qui règne dans les garde-côtes », affirme Russell E. Train, administrateur de l'EPA (agence fédérale pour la protection de l'environnement).

Comme mesures de sécurité, les experts proposent notamment des parois doubles sur les côtés et au fond des navires ; une séparation étanche entre le pétrole et l'eau de mer souvent utilisée comme lest ; des systèmes de secours pour les radars, les compas, etc. ; l'installation obligatoire d'un radar spécial empêchant toute collision. Les industriels font valoir que ces mesures posent des problèmes techniques et coûtent très cher. A leurs yeux le seul vrai problème est l'incompétence du personnel, responsable, disent-ils, de 80 % des accidents. Toujours est-il que selon une estimation l'installation obligatoire de doubles parois n'augmenterait le prix du pétrole du Moyen Orient que d'environ 1 %. Un surcoût raisonnable. Mais l'escalade de la sécurité peut juste limiter les risques, non les supprimer.

Laurent Samuel

sources : Newsweek, 17 janvier 77
International Herald Tribune, 5 et 13 janvier 77
Les Echos, 6 janvier 77

L'AMERIQUE NUCLEAIRE

De nombreuses sources radioactives, à usage médical ou industriel, se baladent dans les avions. La Nuclear Regulatory Commission américaine (NRC) et les associations de personnel navigant ont procédé à une enquête, selon laquelle ce personnel reçoit en moyenne une dose radioactive de 11 millirems provenant de ces sources. Ce qui est beaucoup, la dose maximale admissible étant de 170 millirems. La NRC se console en constatant que, à cause de la haute altitude, ce personnel reçoit aussi 100 à 150 millirems de

plus que le commun des mortels (rayons cosmiques). Toutes ces sources radioactives sont-elles vraiment indispensables, ou sont-elles du baroque technique ?

Le personnel nucléaire est au dessus de tout soupçon. Le 12 novembre 76, pendant un arrêt pour recharge de combustible, un des responsables du réacteur Millstone 1 l'a remis en marche. La NRC le menace d'une amende de 15.000 dollars et du retrait de son permis de piloter les réacteurs.

(Source : NRC News Release, 21/12/76).

c'était déjà dans le mensuel

Tout se passe certains jours comme si les écologistes se divisaient en deux catégories : les « on est les seuls à avoir raison » et les « tout le monde dit les mêmes choses que nous ». Mais la contradiction n'est qu'apparente, et certains ne se privent pas d'être en même temps des deux côtés de la barricade.

1972 : premier rapport du Club de Rome, conférence de Stockholm sur l'environnement ; 1973 : crise de l'énergie ; 1974 : René Dumont superstar ; 1975 : la lutte antinucléaire bat son plein ; 1976 : la campagne de Brice Lalonde à Paris propulse une écologie politique (politicienne ?) dont les municipales sont le premier objectif. A chaque fois, c'est la même chanson : on nous récupère. La presse grande, les politiciens et le gouvernement qui nous ignoraient, nous méprisaient, nous boycottaient depuis de si longues années découvrent nos thèses. Mais c'est pour les caricaturer à leur seul profit. Ils dénaturent nos idées justes. D'où viennent les idées justes ? De « La Gueule Ouverte » ? Ceux qui lisent l'hebdo et ne lisent pas le mensuel sont-ils des cons ? Pas évident.

Si nos idées sont si facilement caricaturées, ne serait-ce pas parce que trop souvent elles sont déjà des caricatures ? L'écologie s'est contentée de formuler en guise d'alternative à l'ordre existant un certain nombre de mythes et de recettes : agriculture biologique, bicyclettes, chauffe-eau solaires, internationalisme libidineuse et une certaine idée de l'autogestion. En

EN SOCIÉTÉ, NE DITES PAS :
VITICULTEURS,
COMÉDIENS,
MÊME COMBAT



commençant au niveau communal, les écologistes doivent d'urgence décortiquer leur mythologie, mettre en question leurs banalités de base. Il s'agit d'élaborer un projet de société cohérent. Pour cela, un dialogue et une convergence sont nécessaires avec les non-violents, les syndicalistes conscients, les associations de consommateurs, les comités de quartier, les anarchistes, les scientifiques concernés, etc.

La politique de la tour d'ivoire est la pire des politiques. On est toujours le récupérateur de quelqu'un.

Laurent Samuel

NOUVELLES DES ENERGIES NON NUCLEAIRES

● La D.G.R.S.T. lance des appels d'offres pour des contrats de recherche sur « Energie et génie chimique » (en vue des économies de matière et d'énergie à court terme), sur la « récupération assistée du pétrole » (éviter d'injecter dans la tappe plus de calories sous forme de vapeur qu'on n'en récupérera sous forme de pétrole !!), et sur la « valorisation énergétique des déchets agricoles ». Cette dernière offre est une « action surprogrammée », ce qui est à la fois ruineux et mystérieux. Ces sujets de recherche sont loin d'être idiots, mais dans la liste, on trouve aussi une « action thématique programmée » du CNRS intitulée « Utilisations physiques et chimiques de l'électricité ». Traduction probable : « Comment utiliser toute l'électricité du programme nucléaire ».

L'E.R.D.A. américaine propose de consacrer 14 millions de dollars à la construction de prototypes utilisant la combustion du charbon sur lits fluidisés. Cette combustion a lieu en vase quasi-clos, parcouru par une circulation d'air assez lente. Le charbon y est introduit broyé en poudre, avec toutes

ses impuretés, et l'on peut y ajouter de la chaux afin de neutraliser l'anhydride sulfureux produit par la combustion des charbons qui contiennent du soufre. C'est donc une combustion très peu polluante. Qui plus est, elle est plus complète et efficace que les méthodes classiques de combustion du charbon. A ce stade là, le charbon peut donc devenir une source d'énergie intelligente. Mais restent la mine et les mineurs !

● L'E.R.D.A. installe aussi un aérogénérateur à turbine de 200 KW pour le village de Clinton, 1000 habitants, New Mexico. Ce village n'est relié à aucun réseau de distribution d'électricité et utilise pour l'instant des générateurs diesel. L'aérogénérateur est conçu pour s'adapter automatiquement à la direction et à la vitesse du vent. Ainsi, pour éviter les accidents, il s'arrête lorsque la vitesse du vent dépasse 64 km/h. Il est fondé sur le même principe qu'un aérogénérateur de 100 kw qui fonctionne correctement à Sandusky, Ohio, depuis 1975. Il fournira entre 5 et 15 % de l'électricité nécessaire au village de Clinton. De 1977 à 1979, l'E.R.D.A. installera des aérogénérateurs expérimentaux analogues dans 16 localités.

Source : Information from ERDA, Washington, 26/11/76.

" LES PETITS COOPS DU QUEBEC "

Pour éviter la bureaucratisation,
le mouvement
des biocoops québécoises
s'est démultiplié
en une myriade de groupes locaux
reliés entre eux.

Steve raconte la véridique histoire de la coop de la Balance à Montréal, qui compte 15.000 personnes regroupées par quartiers.

- « C'est pendant l'automne 1970 que la coop d'aliments naturels a vu le jour. C'était l'aboutissement de différents rêves, espoirs d'une société nouvelle axée sur le mouvement coopératif. Cette structure alternative devait pourvoir en aliments naturels à bas prix tous ceux qui partageaient ensemble le travail, la responsabilité d'achat, la préparation et la vente des denrées. Ce sont des déserteurs de l'armée américaine qui fondèrent la coopérative.

Au départ, un système fut établi dans un but de décentralisation maximale, et ce à toutes les étapes du processus de distribution. Pour chacune des tâches fut créé un groupe de travail. En 1971, on avait des gens rémunérés. Beaucoup de tâches jusque là assumées par des comités commencèrent à dériver de leur côté. Pour une quelconque raison, tout cet argent facile semblait étouffer ce courant d'idées. Cela engendra un manque d'intérêt, de la paresse et de la corruption. Les idéaux commencèrent à pâlir, la communication dans l'atelier se brisa. Ceux qui avaient donné énergie et inspiration commencèrent à partir.

- C'est à peu près là que nous en sommes en France : les coopératives animées par des bénévoles sont souvent très mal organisées. Et lorsqu'elles sont tenues par des permanents, ceux-ci assumant seuls les responsabilités, la coop tend à devenir un magasin, l'intérêt faiblit alors. Comment vous êtes-vous sorti de ce piège ?

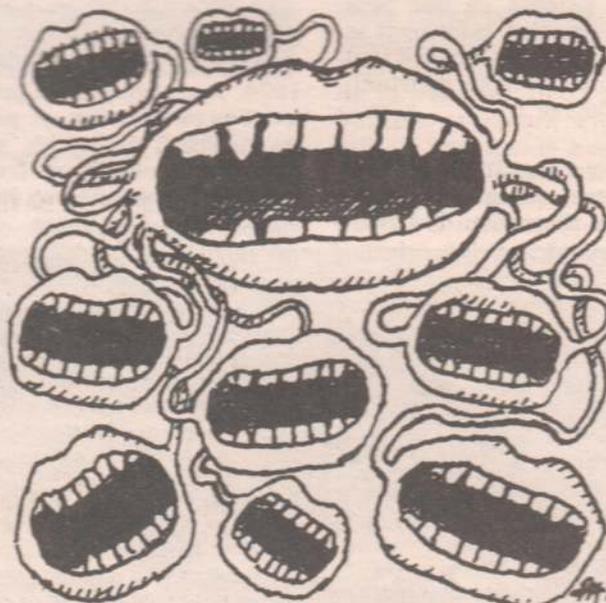
- On a fait le saut. On a convenu d'élire et de payer trois administrateurs. Leur présence a sonné le glas du système des groupes de travail. Cela assura une continuité. On a adopté une nouvelle stratégie : les membres non participants, ceux qui ne venaient pas nous aider, payaient un prix plus élevé. Cela permit une croissance de la coopérative.

- Quel est votre régime légal ?

- Pendant l'hiver 71-72, on a obtenu le statut de coopérative. Mais notre local était sordide. Alors une marée d'inspecteurs chargés de la délivrance des permis municipaux affluèrent. Ils n'en croyaient pas leurs yeux : de l'huile, du miel sur les planchers, des chiens sur les comptoirs, du pain cuit illégalement et j'en passe. On a célébré notre première assemblée de coopérative par la lecture aux membres d'une lettre des autorités nous ordonnant de fermer nos portes et de cesser immédiatement toute opération.

- En somme, votre développement trop rapide autour d'un seul local, vous a amené à une forme d'asphyxie.

- Voilà. Si la croissance et la stabilité financière d'une entreprise traduisent son succès, ces critères ne suffisent pas à l'évaluation d'une coopérative. Un coup d'œil jeté sur l'état financier des dernières années ne permet pas de voir que en fait seuls quelques membres avaient le quasi monopole de la direction et contrôlaient la coop. Il y avait rarement assez de volontaires pour accomplir le travail. Les gérants étaient tellement engloutis dans les tâches d'administration, qu'ils n'avaient même plus le temps ni l'énergie de faire part de leurs informations ou de mettre en place des comités qui auraient pu répondre plus efficacement au partage des responsabilités et du plaisir, essentiel à une coop.



Déjà, depuis un certain temps, des gens avaient formé des groupes à l'extérieur et venaient faire des commandes globales. C'étaient des sortes d'antennes. C'est d'eux que vint la solution. Les gens furent encouragés à s'unir et à acheter en groupes. Ce système permet à la fois la croissance de la coopérative et sa décentralisation. Chaque membre a à travailler quelques heures par mois à la coop pour pouvoir acheter. C'est facile à organiser dans de petites unités. Les assemblées se faisaient plus fréquentes. Un peu plus de gens s'amenaient pour partager le travail et la direction de la coop. Nous avons alors pris une envergure inattendue. En l'automne 75, nous étions

plus de 2000 membres. La moyenne des ventes hebdomadaires était de 6000 dollars. Il a fallu changer de local. On a pris un entrepôt.

- Si j'ai bien compris votre système, la coopérative centrale s'est transformée en un entrepôt alimentant des unités plus petites ?

- Un entrepôt semble la meilleure solution. Presque tout le monde a adopté ce système.

- Mais vous recréez un intermédiaire ?

- Oui, bien sûr. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que la décentralisation est réalisée. On a obtenu des produits meilleur marché en canalisant les commandes de toute la région.

- Vous alimentez tout le Québec ?

- Oui. Aujourd'hui, on alimente 50 petits groupes, ce qui correspond à environ 15000 bouches.

- Quel est votre chiffre d'affaires ?

- 250 000 dollars canadiens. On vend uniquement des produits stockables. Chaque petit groupe se débrouille pour acheter dans sa région les légumes et les produits laitiers. Avant, on fournissait en légumes, mais cela est vite devenu impossible. La plupart des groupes viennent ici une fois par mois.

- On envoie des listes d'articles à chaque groupe. Ceux-ci nous passent commande en joignant leur règlement. Nous n'avons donc pas besoin d'un capital énorme. Avec un camion, on effectue les livraisons. Pour certaines parties du Québec, les plus éloignées, les livraisons sont assurées par un transporteur. Au niveau des petits groupes, le système de commandes est le suivant : chaque particulier passe sa commande par téléphone quatre jours avant la vente et envoie son règlement.

- Etes-vous satisfaits ?

- Oui. Notre but est atteint : fournir une nourriture saine avec un mode de fonctionnement humain. Des contacts se créent à partir desquels naissent d'autres initiatives : atelier, groupes écologiques, communautés. Plus que la nourriture, c'est cet élément humain auquel on attache de l'importance. Vous fonctionnez comme ça en France ?

- Non. Le mouvement est plus récent. Je ne connais aucun groupe qui ait réussi sa croissance dans la décentralisation. Mais cela viendra.

propos recueillis par
Pierre Radanne

MORATOIRE NUCLEAIRE EN RHENANIE-WESTHALIE

Aucune nouvelle centrale nucléaire ne sera construite dans les cinq prochaines années en Rhénanie-Westphalie. Telle est la décision que vient de prendre Heinz Kuehn, ministre-président de cet Land d'Allemagne fédérale (17 millions d'habitants) : « Tant que le problème du stockage des déchets radioactifs dans les mines de sel de Basse-Saxe n'aura été résolu nous n'accorderons pas d'autorisations de construire. Je ne prévois pas de nouveaux chantiers avant cinq ans. »

Les quatre centrales existantes continueront à fonctionner. Les unités en construction (surgénérateur de KalKar et prototype de réacteur à haute température) seront achevés. Par contre les projets de réacteurs à eau légère à Vahnum et à Hamm sont ajournés sine die.

L'environnement est avancé comme le principal motif de cette décision. L'année dernière déjà, le gouvernement fédéral allemand avait été amené à réduire sensiblement son ambitieux programme nucléaire en raison de l'opposition des populations.

Cette fois-ci cependant, il semble bien que la pression des charbonnages (qui emploient 250.000 personnes en Rhénanie-Westphalie) ne soit pas totalement étrangère à cette prise de position. Heinz Kuehn reconnaît de toute façon : « Il n'y a pas d'expansion économique possible sans énergie nucléaire ».

Toujours en Allemagne, mais en Bavière, la centrale nucléaire de Gundremmingen vient d'être arrêtée pour une durée indéterminée. De la vapeur radioactive s'est dégagée suite à la défectuosité d'une valve de sûreté. Selon le ministère bavarois de l'environnement, aucun danger ne s'en est ensuivi ni pour le personnel ni pour la population locale. En dix ans d'existence, on a dû fermer cette centrale plus de trente fois. Fin 1975, deux ouvriers y ont été tués par un brusque dégagement de vapeur radioactive.

Les parcs nationaux, sont une mystification.
Une caricature de l'idée écologique.

LES PARCS ALIBIS

Les parcs nationaux ou régionaux n'ont jamais été conçus pour faire connaître la montagne et la nature. Ils ont été inventés pour des raisons financières et idéologiques : pour y regrouper facilement tous les adeptes de la vie au grand air, tous ceux qui ont besoin d'un bol d'air pour travailler.

DANS les années 60, les Français commencèrent à se préoccuper de préserver leur environnement et c'est sous la pression de l'opinion publique que le gouvernement se décida à créer des réserves naturelles baptisées « parcs nationaux ». Quelques-unes de ces réserves existaient déjà mais la réglementation y était assez floue.

Le parc national répond à une double nécessité, à la fois financière et idéologique. D'une part, en délimitant et en respectant des espaces que l'on vend, littéralement, par visites, randonnées, safaris-photos, tours hélicoptés, conférences, livres, topos, souvenirs, etc. interposés, on investit dans un secteur touristique nouveau, au fort taux de profit. En effet, les sites skiables se font rares, et de plus le ski alpin traditionnel, avec ses corollaires obligés, le bétonnage à outrance, la défiguration de la haute montagne, est de plus en plus remis en cause.

D'autre part, en se faisant le protecteur de quelques km² de terres magnifiques mais impropres à l'implantation de stations de ski, l'Etat peut impunément piller, détruire, polluer et laisser faire sur la quasi-totalité du territoire. Les parcs nationaux sont une mystification pour la population. Les aménageurs prétendent que seuls, le gouvernement et ses spécialistes, prenant en main la direction de la sauvegarde de la nature, pourront protéger celle-ci. Quand le parc national de la Vanoise fut créé en 1963, le premier du genre, on a bien pris soin de veiller à ce qu'il n'entrave pas le développement touristique du massif : tous les sites skiables de la région des Trois Vallées étaient équipés ou en voie d'aménagement (Les Ménuires, Val Thorens). On les a donc exclus de la zone centrale du parc, de même que les glaciers du col de l'Iseran (grand Pisaillas) et de la Grande Motte, transférés à la périphérie pour que Val d'Isère et Tignes puissent accéder au ski d'été. Quelques années plus tard, il a fallu une protestation nationale de grande ampleur pour éviter que le site de Val Chavière ne soit troqué, dans un dernier (?) charcutage du tracé du parc, contre des alpages et des forêts. Le glacier de Chavière, inclus dans la zone centrale

du parc, est du reste aujourd'hui équipé en remontées mécaniques dépendant de Val Thorens...

Les pouvoirs publics ont récupéré la vogue des parcs nationaux étrangers chez les Français. Ils se font cependant suffisamment tirer l'oreille pour que les bonnes gens puissent apprécier l'effort consenti, ce qui leur permet de se présenter comme mandatés par la majorité des citoyens en face d'agriculteurs légitimement inquiets.

C'est que la progression des idées écologiques comporte de gros risques politiques. Et si les citoyens demandaient des comptes à un Etat imprévoyant, dupe ou complice, qui a permis aux intérêts privés nationaux et multinationaux de saccager et de polluer le territoire national ? Et s'ils réclamaient des mesures énergiques et immédiates pour préserver partout ce qui peut l'être encore ? Pire, s'ils refusaient la logique du profit, la croissance à tout prix que la gauche accepte pourtant, par peur du chômage ?

Devant pareille menace, l'Etat, en leur jetant en pâture quelques parcs-caricatures de la protection de l'environnement, conduira ces rêves d'écologie politique trop subversifs sur une voie de garage. Voilà le sens réel du battage publicitaire fait autour de la création du parc national des Ecrins en 1974, inauguré par un premier ministre. Sauver les sites en péril, protéger les richesses naturelles, préserver les équilibres biologiques, freiner l'exode rural, redonner vie aux hautes vallées alpêtres, et j'en passe.

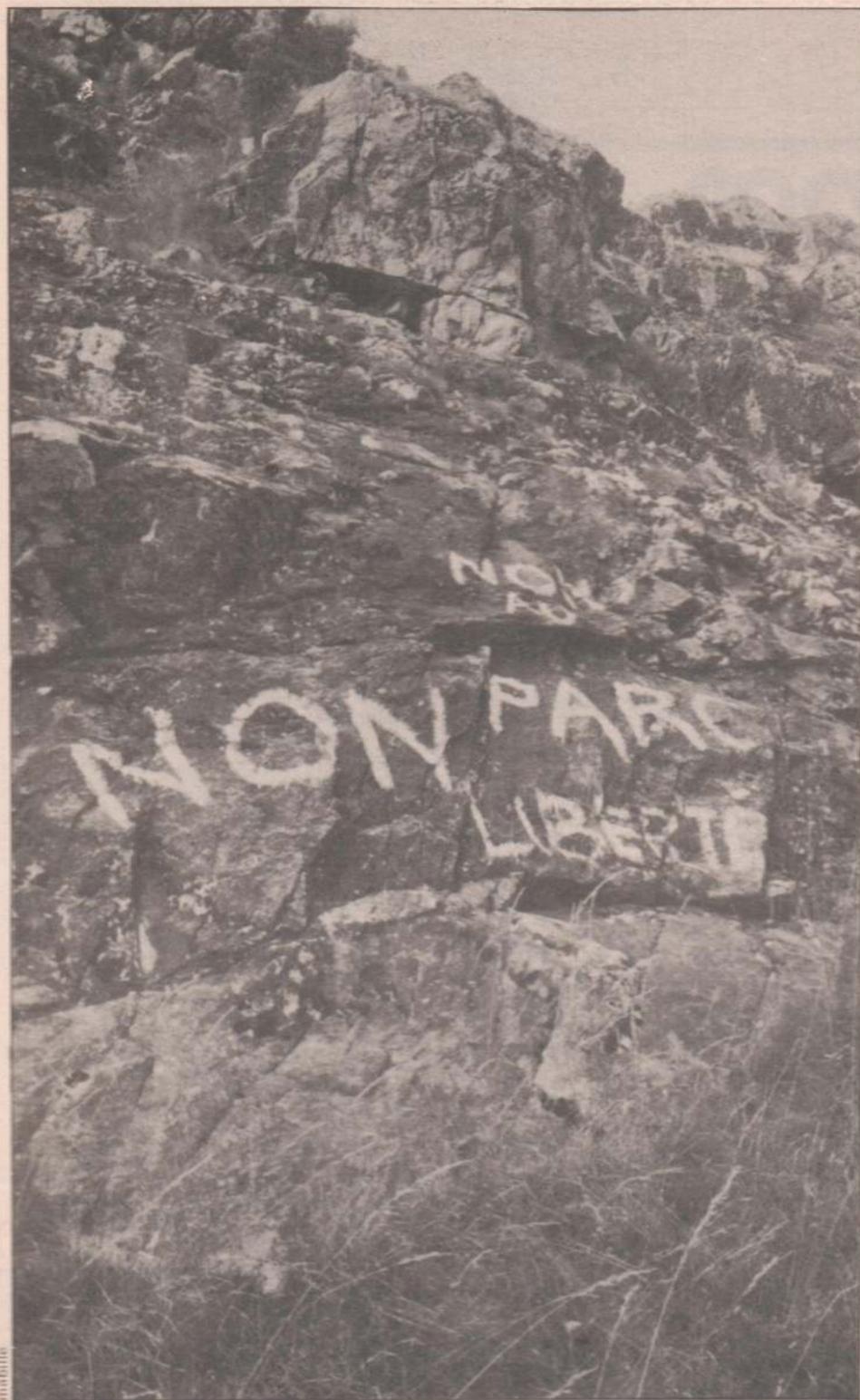


le parc national du massif des Ecrins

Quel massif allait-on choisir comme support de l'opération de prestige que visait le gouvernement ? La Vanoise ? Rognée de partout. Le Mont-Blanc ? Autant choisir la place de la Concorde. Le Mercantour ? Trop petit, et puis depuis 1965, date de publication par le ministère de l'Equipement d'un « Plan-neige », tous les promoteurs ont eu satisfaction. Isola 2 000 sera suivie par Casterino, Mollières-les-Adus, Sestrière et Sanguinière, et le parc se retrouvera coupé en quatre petits morceaux. La population locale n'est pas contente et le dit. Reste donc la zone des Ecrins.

Ce massif est en majeure partie inhospitalier, ses versants sont abrupts, avalancheux, sauf la calotte du Dôme de la Lauze. Les glaciers et les pierriers ne valent pas les alpages de la Vanoise pour le ski. Les villages sont blottis au fond des auges glaciaires et la vie active ne dépasse pas 1 300 m dans le Val-jouffrey, appelé le désert, 1 400 m dans le Valgaudemar, 1 500 m dans la Vallouise (Ailefroide) et la vallée de la Romanche (La Grave), 1 600 m dans la vallée de la Guisane (Le Lauzet).

Qu'on ne nous rebatte donc plus les oreilles de sauvegarde des sites pour justifier les limites du parc : partout où les conditions l'ont permis, le béton, l'acier se sont installés. C'est d'abord parce qu'il n'était pas propice à d'autres activités plus lucratives à court



dares. Là, le prétexte est qu'il faut bien laisser aux agriculteurs quelques terrains pour travailler. A Valsenestre par exemple, bloqué par les avalanches tout l'hiver, plus un pays paysan mais des résidences secondaires, ça oui. Les paysans, une fois qu'on leur a retiré la gare ou la poste, va, ils ont bien compris ce qu'on attendait d'eux. Ils finiront bien par s'en aller tranquillement.

un parc vendu

Sous prétexte de freiner l'exode rural en montagne et redonner vie à la zone alpestre, des promoteurs bâtissent de toutes pièces des stations dites « intégrées » (loisirs, services, commerces, tout est regroupé). On crée des parcs et pendant ce temps, plus bas, des villages meurent, faute d'un minimum de services, comme la poste, l'école ou

quitter les sentiers répertoriés et entretenus par des gens dont c'est le métier. Touriste, amène ton portefeuille et rendez-vous au guichet trois. On va t'en donner pour ton argent. Safari-photo, excursion guidée, randonnée commentée, à droite, à gauche, chapelle du 14^e siècle, éboulis du 12^e, pierre machin et papillon truc. Pas le temps de tout voir, de tout faire. On reviendra, l'année prochaine, pour le tour hélicoptère du massif et le stage pour apprendre à faire des cordes.

Evidemment ces vacances-là, c'est pour l'O.S. Le parc national n'est là que pour vendre la montagne. On montre à la population combien il est propre et joli, et comme ça demande du travail, ce qui détourne son attention de la merde qui s'installe partout, tout autour et dans laquelle, elle, la population est bien contrainte de



même un chasse-neige. Les agriculteurs se sont reconvertis, perchistes, poinçonneurs, femmes de chambre, garde du parc. Quelques-uns ont spéculé deux ou trois lopins de terre bien placés. Les obstinés, ceux qui préfèrent continuer à traire leurs vaches et à faire leurs tommes, on les fera carrément visiter par des citadins en mal de dépaysement. C'est ce qui se fait aux Arcs, station d'avant-garde en bordure de la Vanoise : tours guidés de vieux villages, rencontre avec des gens du crû. Ce tourisme-là a de l'avenir. Quelques agriculteurs râlent, en haute Tarentaise, des vacanciers sont choqués, d'accord, mais combien ? La plupart des citadins, dépayés par la montagne, agressés par la publicité, ne voient pas d'autres possibilités que de suivre le chemin tracé par ceux qui prétendent savoir. Et ceux-là vendent. Au bord du parc, là où les voitures s'arrêtent, les marchands s'installent. Ils vont vous faire « découvrir » la montagne, étant bien entendu que vous êtes trop con pour le faire vous-mêmes. Tout est fléché, balisé, décrit minutieusement, quadrillé, topo-guidé et tout et tout. Pas question de coucher à la belle étoile, fait trop froid, pas question de camper, interdit, il vous reste le refuge, chauffé, bondé, et payant.

En Scandinavie on envisage de laisser certaines parties de territoire vierges de toute trace humaine permanente. Plus d'itinéraire, plus de cartes pour certains massifs. Débrouillez-vous, si vous en avez envie.

En France, on envisage plutôt le genre parc d'attractions. D'abord, au moindre accident, la presse, la radio, la télé vous rappelleront qu'il n'est pas prudent de se pencher par la portière ni de

vivre... L'Etat veut bien vous garder un coin de nature « préservée », qu'il dit, à condition que vous lui laissiez faire tout ce qu'il veut en dehors.

Le parc national, dont l'Etat revendique la paternité en en récupérant l'idée écologique, est un arbre sain qui cache la forêt livrée aux promoteurs.

Cette structuration progressive de l'espace restreint la liberté des individus. Le territoire est libre mais il y a des secteurs qui sont plus libres que d'autres. La nature protégée dans le parc est agressée en dehors. La liberté donnée à des cadavres, disait Giono, ne sert plus. Une rivière polluée en un endroit ne peut pas être pure plus loin. Une espèce animale ne peut se développer sans dommage dans une enclave. L'équilibre écologique est rompu. Voir la multiplication des cerfs de l'Engadine.

L'approche du prestigieux parc national des Ecrins a des côtés savoureux : interdit de camper, sauf pour une nuit, mais sous une canadienne où on ne puisse se tenir debout, et à moins de deux heures de marche de toute sortie. Les gardes ont des amendes à leur disposition. Ils croient réellement accomplir une œuvre utile comme on leur a appris, alors qu'ils sont sans-pouvoir sur les véritables fauteurs de pollution. Les détachements militaires avec armes et bagages sont autorisés à se déplacer en masse (en précisant l'itinéraire au directeur du parc), à survoler en avion et en hélicoptère le massif. Le parc est à l'image du territoire tout entier, une zone de non-droit pour l'armée.

enquête : Champollion
rédaction : Danielle

terme que le massif des Ecrins a été choisi pour y implanter un parc national ; c'est aussi parce qu'on a fort justement estimé, dans la foulée de la mode écologique, qu'une telle opération serait néanmoins rentable.

Voyons le tracé, définitif à ce jour. Au nord, on ôte (avant création, il faut éviter la gaffe du val Chavière dans la Vanoise), le superbe et presque unique glacier de calotte du massif qui culmine au Dôme de la Lauze (glacier du Mont de Lans et de la Girose). La station des Deux-Alpes peut alors s'agrandir en paix et rejoindre le club très sélect des stations internationales ouvertes toute l'année.

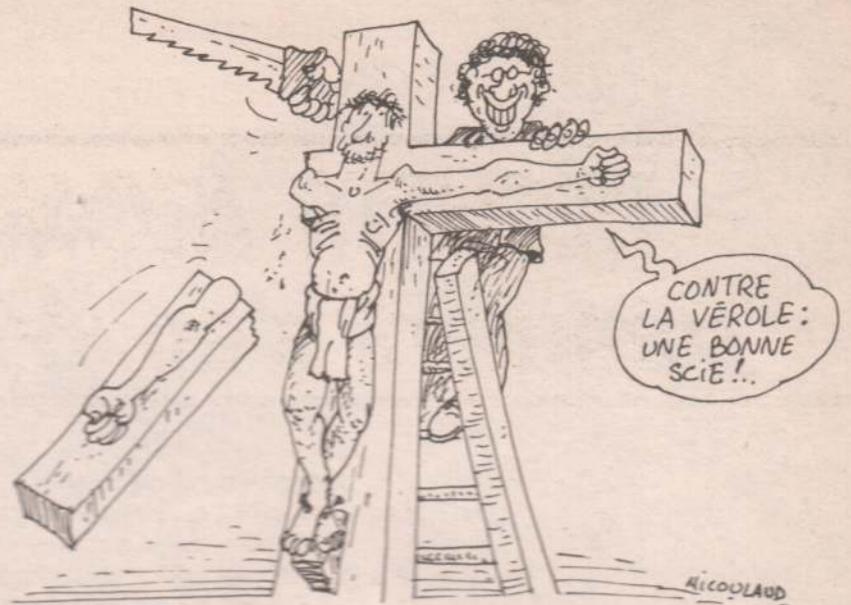
La limite zone centrale-zone périphérique court sur le fil de l'arête qui va du Pic de la Grave au Rateau, évite le petit glacier du Vallon, skiable, descend vers la Grave, par un itinéraire tel qu'un télécabine venu du village puisse rejoindre le Dôme de la Lauze par le col des Ruillans. Un des derniers sites sauvages de haute montagne, au pied des faces nord de la Meije et du Rateau, est défigurée de façon indélébile.

A l'ouest, dans la vallée de Vallouise, en face du Pelvoux, Puy-Saint-Vincent naît. Le tracé du parc l'esquive et la station est très fière d'être aux portes du parc. Même topo au sud pour l'enclave d'Orcières-Merlette ; les grands lacs des Estaris et ses environs immédiats, au nord-est de la station, ont même été classés « réserve naturelle », donc rattachés administrativement à la zone périphérique du parc, sans doute en vue de leur équipement ultérieur en remontées mécaniques.

Les chasseurs ont eu également leur mot à dire quant au tracé du parc. Il fallait que les animaux puissent être abattus sereinement et légalement. Comme on est bien obligé d'interdire la chasse dans la zone centrale du parc, on a pris soin d'en exclure des zones entières pourtant impropres à toute autre activité.

Dans le Valjouvrey, tous les revers nord du groupe des Souffles et du Clotonnet, dans le massif du Soreiller, les aiguilles du Plat de la Selle et Dibona. On a également exclu du parc toutes les zones autour des villages susceptibles d'accueillir des résidences secon-

VOUS AVEZ LA VÉROLE, QUE FAIRE ?



COUCOU, les revoilà ! Les gonocoques, les tréponèmes et le hideu chancre mou persistent à danser la farandole dans les sexes français. On s'est amplement gaussé, ces derniers temps, d'Emilien Amaury et de son œuvre. Il n'est que temps de rendre justice à cet homme d'envergure : **oui**, ça recrudesce, et **oui**, c'est la faute à la liberté des mœurs et à la pilule. Cette blague. Du jour où la seule idée de forniquer ne terrorise plus les masses, les masses forniquent. Les femmes, se sachant à l'abri des mouffets intempestifs, veulent faire l'amour et se choisir un partenaire avec lequel elles n'envisagent pas nécessairement de bâtir en commun une existence matrimoniale.

Liberté des mœurs, eh oui. A part le regretté Amaury, personne ne semblait s'en plaindre. Mais voilà qu'un toubib ami me glisse qu'il y a revers à la médaille : retour en force des maladies vénériennes, et, plus ennuyeux encore, totale ignorance des malades. Vous les connaissez, vous, les symptômes de la syphilis ? Non. La plupart des médecins généralistes sont incapables, eux aussi, d'un diagnostic exact. Alors je me suis prise par la main, et je suis allée aux nouvelles. C'est-à-dire, au 29, rue Falguière, à la Ligue de préservation sociale, qui, comme son nom ne l'indique pas, s'occupe de soigner les vérolés. J'ai été reçue par un très (mais très) charmant toubib, qui m'a instruite avec une bonne volonté (je suis ignare) et une générosité (il prenait sur son temps de récré) étonnantes. Ça a payé : j'ai tout compris.

D'abord, il ne faut pas mélanger. Prenons, par exemple, la blennorragie. Les hommes savent l'identifier, parce que ça fait très mal quand on urine, c'est même pour ça qu'on l'appelle chaude-pisse. Elle provoque aussi des écoulements purulents qui incitent généralement le malade à courir exhiber son zizi chez le médecin le plus proche. Mais les femmes n'y voient que dalle. Pas de brûlure, juste parfois des pertes moins blanches que celles auxquelles elles sont abonnées. Elles ne se savent pas atteintes, et c'est bien ennuyeux, parce que et d'une, elles contaminent, et de deux, elles risquent d'être embêtées du côté des articulations et des yeux et de devenir stériles. La blenno se déclarant deux à cinq jours après le coït, à condition d'avoir eu affaire à un partenaire gentil et qui signale qu'il y a anguille sous roche, on peut agir vite et bien. En deux jours et à l'aide de la pénicilline, le spécialiste règle son compte au gonocoque.

Mais la syphilis, cette garce... On l'appelait « la Grande Simulatrice », et elle n'a pas volé son surnom, je vous jure. Vicieuse comme pas une, elle ne s'annonce que trois semaines après le contact, et elle s'arrange pour passer inaperçue. Chez l'homme, elle se déguise en chancre, petite plaie arrondie et non douloureuse, vous voyez la ruse ? Chez la femme, chancre aussi, mais inapparent, du moins pour les baiseuses classiques. Les imaginatives peuvent se taper le chancre dans la bouche, sous le bras, etc. Deuxième stade, la roséole. C'est-à-dire l'apparition sur la peau de petites taches roses à peine visibles et toujours pas douloureuses. Si j'insiste, ce n'est pas que je vous souhaite de souffrir, c'est parce que la douleur est LE symptôme privilégié de la maladie, ce qui est tout de même bien pratique. Que faire, Seigneur, face à cette horreur menaçante et fourbe ? Mon (très) charmant toubib suggère que ceux qui ont une vie amoureuse bien agitée et bien diversifiée se soumettent à une prise de sang régulière. C'est ça ou la capote anglaise à perpète.

La prise de sang, les analyses et le traitement son **entièrement gratuits**, et si les locaux de la Ligue sont bien un peu austères, le personnel est gentil et pas culpabilisant. On guérit en quinze jours et quinze piqûres. La syphilis est la seule maladie pour laquelle on est **obligé** de se soigner, et vous commenez sans doute à comprendre pourquoi. Si vous allez au centre, ne racontez pas que vous avez chopé ça sur le siège des cabinets, parce que ça fera rigoler tout le monde. Petite anecdote en passant : les messieurs qui viennent soigner leur blenno ou leur vérole mettent souvent ça sur le dos des... auto-stoppeuses, mais oui. Nous n'étions jusque là que des incitations au viol, nous voici promues dangereuses contaminatrices, ça fait toujours plaisir. Une prise de sang régulière pour les tourbillonnées du plu mard. Prise de sang aussi pour qui veut se marier ou procréer. Obligatoire. Prise de sang encore lors des visites médicales étudiantes, eh oui, c'est à ça qu'elle sert. Par contre, rien du tout en médecine du travail. On présume sans doute que les travailleurs ne baisent pas, ou alors qu'ils n'ont qu'un partenaire qui leur fera le reste de la vie.

Moi, je pars du principe que pas du tout, et je pense aussi à ceux qui vont voir les putes. Qu'ils sachent qu'elles ne sont responsables que pour 11 % des véroles, et ne renoncent donc pas à leur préférée avant d'être sûrs que c'est d'elle que ça vient. Je pense aux pédés, qui peuvent, les malheureux, s'appuyer deux chancres, un sur le devant et un sur le derrière. Comme ils doivent jalouser les lesbiennes, ces veinardes pour ainsi dire hors d'atteinte du ravage ! Je pense aux vieilles putes, qui se font suivre régulièrement parce qu'elles avaient pris le pli quand c'était obligatoire (jusqu'en 1960), mais qui ont moins de clients que les belles gazelles de vingt ans. La vie est parfois bien injuste. Une note alarmiste pour clore : le chancre mou (rien que le nom c'est une fatalité) qui avait presque totalement disparu, revient, et au galop, m'a dit mon (adorable) toubib. Il se reconnaît aux ganglions dont il afflige ses victimes. C'est très très douloureux.

Anne Vergne
Ligue de Préservation Sociale, 29, rue Falguière, 75015 Paris. Tél. : 783 75 80. C'est gratuit pour tout le monde, y compris les non-assurés sociaux.
Pour être honnête, je dois ajouter qu'il existe un centre similaire rue d'Assas, mais il a mauvaise réputation chez les vérolés, les soignants sont charognes, paraît-il. Il y a aussi les consultations à St-Louis, mais ce n'est pas gratuit.
Pour la province, s'adresser au service de dermatovénérologie de l'hôpital le plus proche.

INDÉCENCE

étrange syndrome

Chère Isabelle,

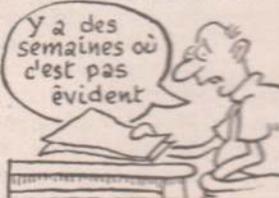
Je suis très heureux que la G.O. ouvre une rubrique sexualité : figurez-vous que je souffre (oh combien !) d'un étrange syndrome. Les docteurs disent que ça provient du fait que ma maman était directrice de la publication dans un hebdomadaire de droite et que le jour de la parution, très énervée, elle me tapait à cul nu. Alors, merci M. Freud, je ne pourrai jamais trouver le plaisir que dans les bras d'une directrice de la publication... Ce n'est pas facile, et de gauche en plus ! Il n'y a que vous.

Ah ! Madame ! Le spasme du mercredi matin en dégustant cette prose issue d'une petite main qui parle si mal de sexe mais cause si bien au mien !

Allez, rassurez-vous, en réalité ça c'est arrangé : j'ai couché avec ma mère et maintenant je suis normal. Je m'intéresse aux directeurs de la publication et de ça, il y en a beaucoup.

Voilà, Ménie, maintenant que j'ai participé à votre « page », je vous prends en tête à tête. La G.O. n'est pas « France-Soir » et question sexualité vos lecteurs sont dépoussiérés, c'est-à-dire que chez eux il ne reste que les meubles et les murs. Il ne peut donc s'agir dans

« La Braguette Ouverte »
Journal qui se lit d'une seule main...



vos rubriques de ne faire qu'une hygiène mentale, d'être secourable en quelque sorte, mais bel et bien de toucher à une des structures de la personnalité.

Je vous propose, comme remède à la jalousie : « opération dans la région occipitale droite, sans risque,

sans effet secondaire, K 250 ». Que répondez-vous ? (Mon dieu, comme un scalpel ressemble à un stylo.)

J'ai mille et mille questions de cette importance à vous poser. Quand vous connaîtrez toutes les réponses, peut-être alors pourrez-vous poser celle-là : ai-je le droit d'envisager de toucher aux structures de la personnalité ? Il y a beau temps alors que chacun de nous sexualisera comme il l'entend (avec les oreilles si ça l'amuse).

Répondez publiquement, s'il vous plaît, après nous causerons « des choses de la vie ».

R.C.

DECHETS ATOMIQUES : comment s'en débarrasser

*Le retraitement des combustibles
des centrales nucléaires à eau légère
et des surgénérateurs
n'a jamais été effectué correctement
à l'échelle industrielle.
Pourra-t-il un jour l'être ?*

LES corps radioactifs qui sont créés dans les réacteurs nucléaires, sont de trois sortes :

- la réaction de fission casse les atomes du combustible nucléaire (uranium-235 ou plutonium-239) en morceaux radioactifs appelés les **produits de fission**, dont certains répondent aux doux noms de strontium, césium, krypton, iode, lanthanides, etc. Lorsque plusieurs corps qui sont distincts du point de vue radioactif ont le même nom, on leur met des numéros - comme 235, 239, 90, 85, etc.

- des particules, appelées neutrons, émises par la réaction de fission, transforment des corps non-radioactifs en corps radioactifs, appelés **produits d'activation** ; ceux-ci proviennent des structures du réacteur (cobalt 60, zinc 65, chrome 51, sodium 22) ;

- enfin, la capture de ces mêmes neutrons par l'uranium 238, abondant dans le combustible et à son voisinage, le transforme, par des cascades de phénomènes assez complexes, en toute une série de corps radioactifs appelés les **transuraniens** (neptunium, plutonium, américium, curium, etc.).

A part l'iode 129, les produits de fission et d'activation fabriqués en grandes quantités n'ont pas des **périodes** énormes : 28 ans pour le strontium, 30 pour le césium, qui sont, en gros les plus tenaces. Or, au bout de 10 périodes, la radioactivité d'un corps est réduite à son millième ; et à son millionième au bout de 20 périodes. Donc, si on ne les laisse pas échapper, il suffira de bien confiner les produits de fission et d'activation pendant environ 600 ans pour être tranquilles ensuite. Le « si » est très important car, en fait, ces produits sont plutôt mal retenus. « Ca fuit de partout ».

horriblement difficile

Mais, pour les transuraniens, le problème est d'un tout autre ordre de grandeur : période de plus de 2 millions d'années pour le neptunium 237, de 24.390 ans pour le plutonium 239, de 6.600 ans pour le plutonium 240, de 7.370 ans pour l'américium 243. Si confinement il y a, il doit être valable pour des centaines de milliers d'années. Les géologues se refusent à garantir que les formations qu'ils connaissent resteront stables pour un tel laps de temps : ainsi, pas plus tard qu'il y a 10.000 ans, l'Angleterre et la France n'étaient pas séparées. Par

contre, si on est très soigneux, il est possible de trouver des formations géologiques stables pour 600 ans. La mine de sel allemande de Asse paraît être de ce type, mais on est sûr qu'elle est impropre à des stockages de 10.000 ans.

Qu'à cela ne tienne, disent les experts nucléaires, on va **séparer** les transuraniens (et l'une des iodes, la 129) du reste. Ca s'appelle le **retraitement**. On en a beaucoup parlé à l'occasion de la grève de La Hague. Lors de ce retraitement, se dégagent, comme d'ailleurs dans les centrales, des gaz radioactifs qu'il faudrait retenir, comme l'iode, le tritium, le krypton. Or on commence à peine à piéger l'iode. Cela semble devoir être horriblement difficile pour le tritium (très semblable à l'hydrogène) et pour le krypton (qui entre très difficilement en réaction chimique). Or, en 1985, il s'en dégagea respectivement 150.000 et 80.000.000 de curies en France.

Le retraitement du reste consiste en une suite de réactions chimiques, et l'on se doute aisément qu'il est d'autant plus difficile que le combustible qu'on traite est plus irradié, qu'il a plus de radioactivité par unité de volume. Or ce taux d'irradiation (mesuré dans une unité ésothérique appelée le MWj/t) dépend du type de réacteur dont le combustible provient. Lorsqu'il s'agit des « vieux » réacteurs français à uranium naturel, graphite et gaz (Chinon, St Laurent, Bugey 1) ou de leurs cousins anglais surnommés « Magnox », ce taux vaut 5000 MWj/t. Ce retraitement s'est surtout effectué à La Hague et à Windscale, dans des conditions qui se sont d'ailleurs assez vite détériorées comme l'ont souligné les grévistes de la CFDT.

Pour le combustible des centrales à eau pressurisée de conception américaine et qu'on construit en France (Fessenheim, Gravelines, Paluel, etc.), le taux d'irradiation est 6 fois plus élevé, 30.000 MWj/t. Résultat : l'usine de retraitement américaine de West Valley a dû être fermée en 1972 ; les Américains sont extrêmement réticents à en installer d'autres. Un essai de retraitement de ce type de combustible a provoqué en 1973 une quarantaine d'irradiations inadmissibles chez les travailleurs anglais de Windscale. Depuis, cette usine est fermée pour réfection. Quant au combustible des surgénérateurs (Phénix, Super-Phénix), son taux d'irradiation dépasse 60.000 MWj/t et peut monter jusqu'à 10.000 : opération 12 à 20 fois plus

difficile que celles qu'on est parvenus à faire à grand peine et à grand risque à La Hague. Le retraitement de ces deux derniers genres de combustibles - qui correspondent justement aux réacteurs qu'on construit en France - ne s'est jamais effectué correctement à l'échelle industrielle.

Mais ce n'est pas tout. Il est très difficile de séparer chimiquement les transuraniens de ceux des produits de fission qu'on appelle les **lanthanides**. Il est impérativement recommandé pour cela d'attendre que la radioactivité de ces derniers ait suffisamment décliné. D'où 20 ans d'attente, avec un stockage à la fois sûr et réversible. Or les solutions nitriques (dans des cuves inox à double fond) ne sont pas assez sûres pour une telle durée. La vitrification tant vantée n'est pas réversible : on ne peut pas récupérer les produits enrobés dans le verre. Le CEA aurait, paraît-il, trouvé un autre procédé.

Admettons qu'il marche, ce qui n'est pas sûr. Nous voilà donc, 20 ans après que le réacteur ait produit du courant, devant un gros tas de produits de fission, et un petit tas de transuraniens. Pas si petit que ça d'ailleurs, car il pèsera 60 tonnes pour les déchets cumulés de la France jusqu'à la fin du siècle. Le gros tas, vitrifié, fera 4000 m³, qu'il faudra enfouir dans des formations géologiques convenables. L'activité du total sera de 140 milliards de curies. A cela, il faut ajouter 20.000 m³ de gaines (ayant entouré le combustible), représentant 6 milliards de curies et contenant 800 kilos de transuraniens.

Mais, 60 ou 61 tonnes, peu importe. Que va-t-on faire de ces transuraniens ? La plus grande partie du plutonium aura été extraite à un stade antérieur du processus et subira des transports incessants et vulnérables : retraitement → fabrication des aiguilles de combustible → réacteur → retraitement... Resteront, peut-être, une cinquantaine de tonnes de transuraniens « inutilisables ». Qu'en faire ?

la valse des transuraniens

Passons sur les solutions fantaisistes, que les gens les plus sérieux du CEA (et leurs homologues anglais) n'osent même plus évoquer : envoi dans l'espace par des fusées, enfouissement sous les glaces de l'Antarctique, utilisation de la « tectonique des plaques » dans les profondeurs océaniques. Les



experts nucléaires proposent la **transmutation** de ces transuraniens dans des réacteurs à neutrons rapides (type Phénix). Ils y seraient peu à peu cassés en morceaux type « produits de fission ». D'où période courte, et enfouissement possible dans des formations géologiques convenables après vitrification. Mais le processus - qui n'a d'ailleurs pas été expérimenté - ne sera nullement immédiat pour des raisons théoriques : un cycle de 3 ans ne « cassant » que la moitié de nos transuraniens, il faudrait procéder à 5 ou 8 cycles successifs, séparés par des périodes de retraitement. D'où 30 ans encore de travaux délicats. Tout cela fera un surcroît important de produits de fission et d'activation, à vitrifier et à enfouir. Tout cela dépensera aussi de l'énergie, mais « on » nous assure que la bilan énergétique sera positif.

Enfin, comme dans toute réaction nucléaire, de **nouveaux transuraniens** seront produits : d'où, encore 20 ans pour procéder à la séparation chimique d'avec les lanthanides, encore 30 ans pour les transmuter. **Cent ans après** la production initiale de courant électrique ! Et ça va continuer d'étape en étape : à chaque cycle de transmutations, il y aura de nouveaux transuraniens produits ! « On » nous assure ceci : à chaque étape, il n'y aura plus qu'une fraction de la quantité de transuraniens de l'étape précédente et le processus « convergera ». Mais au bout de combien de temps parviendra-t-on à des quantités « négligeables » de ces maudits transuraniens ? Plus de 200 ans en tous cas, peut-être 400 ou 600.

Bien avant ce terme, il y aura des troubles. Ou des changements dans les priorités. Ou bien, l'on en aura marre. Alors, au pire, on abandonnera quelques dizaines de tonnes de transuraniens là où ils se trouveront. Au mieux, l'on procédera à une sorte de vitrification et on les fourrera dans des formations géologiques bonnes pour les produits de fission. Une partie en ressortira inmanquablement quelques dizaines de milliers d'années plus tard, et sera encore fortement radioactive. Combien de tonnes d'américium, neptunium et autres (y compris du plutonium mal séparé) confronteront alors nos descendants de façon inopinée, je n'en sais rien ? Mais ce ne sont pas là des risques à prendre.

Pierre Samuel

la solitude, ça n'existe pas

J E les trouve bien glorieux... Tous pressés de nous faire le coup du sage qui fonde son existence sur des principes. Ils seraient bien incapables de la conduire autrement, leur existence ! Ce sont les mâles les plus salauds ? Peut-être. Ils parlent beaucoup, en effet. Sans doute pour refouler qu'ils sont le véritable sexe faible : qu'ils meurent plus jeunes et sont, dans la pratique, les plus démunis... Ce n'est pas une excuse !

Première catégorie : ceux qui voudraient faire joujou avec toutes les filles qui passent. Une fille qui se comporterait de la même manière, on la dit : frustrée, frigide. Eux, c'est la grande classe. La société leur reconnaît le monopole de l'inuative : les voilà donc pratiquant une sorte de guerre de mouvement contre un gibier qui en est encore à la guerre de tranchées... Elles veulent pas ? Elles sont pas libérées. Mais pour qu'elles veuillent, ils en rajoutent question sentiments, et les filles, branchées sur des échos anciens, espèrent toujours que l'accouplement mène au couple. Tant pis pour elles, disent ils. Pas matures, les pauvres. Quand est-ce qu'elles se recycleront !

DÉPÊCHONS-NOUS : LAQUELLE N'HABITE PAS CHEZ SES PARENTS ET VIENT SOUVENT DANSER ICI CE SOIR ?



Il paraît que ça vient, et ça commence même à changer la stratégie. Les nanas n'étant plus confinées dans l'Attente, et comme dans cette chasse on n'est pas forcément le plus offrant ni le mieux disant, il y a d'insupportables périodes de manque. Solution : on prend des habitudes. C'est la deuxième catégorie. Mais on garde sa liberté, qu'est-ce que vous imaginez ! D'abord, pas d'enfants. Et puis, pas de ménage, et pas de courses. Si ça lui plaît à elle de faire tout ça, c'est elle que ça regarde. Je couche ailleurs si je veux. Elle aussi, en principe. Mais en principe seulement. Parce qu'après, si elle fait ce coup-là, ce n'est plus tout à fait pareil. Mais comme on a pris une chambre à deux, et qu'on partage la matérielle, ça se complique. Une maîtresse est aussi difficile à quitter qu'une épouse. Quand on a de la conscience, mon cher...

Troisième catégorie : ceux qui ont poussé la conscience jusqu'à épouser et qui se laissent faire un ou deux mômes avant de s'apercevoir que le mariage, oh là là ! Ce sont les affranchis du septième jour, qui courent à droite à gauche comme n'importe quel cadre blasé, avec des positions de repli prévues longtemps à l'avance, où ils s'étonnent très légitimement de ne pas trouver leurs pantoufles et que les enfants soient mal élevés. Ce sont ces phalocrates-là qui parlent le plus haut et le plus fort contre le douillet nid monogamique. Façon comme une autre de se dédouaner. Leur femme ? Elle n'a qu'à en faire autant, ils lui ont toujours dit. Tant pis pour elle si elle s'est mise en veilleuse depuis la naissance du dernier - qui va très bien, merci... !



Nos très glorieux seigneurs en fait sont les premiers frustrés. Mais admettre ça, ce serait un aveu de faiblesse, et ils sont les mâles. Mais voici que les filles tentent de reprendre à leur compte le même genre de discours. En ressentant d'autant plus vivement la difficulté de se libérer du double carcan des joies du ménage et de celles de l'enfantement. Prises d'une sorte de fièvre de non-alignement, elles récupèrent à fond les attitudes mâles. La libération du colonisé passe par l'intégration des modèles du colonisateur ! C'est ainsi qu'une nouvelle période de sadisme vient de s'ouvrir, qui sera probablement cette fois à l'avantage des femmes. Juste retour des choses, disent-elles...

Je ne me suis jamais mêlé de ces questions dans ce journal, mais la discussion qui s'est engagée à propos de « l'internationale libidineuse » fait déborder le vase. C'est trop facile, les formules, les sermons, et même les modulations tendres. Tout ça manque, mais oui : de pudeur. On entend bien, de ci, de là, un accent de vérité, comme dans telle petite phrase d'Isabelle, mais on est assis sur la branche qu'on est en train de scier, et à la dernière minute - bah, elle peut encore nous soutenir, n'est-ce pas ? - on récupère tous les conditionnements qui mènent au couple, avec tous les tralalas auxquels il sert de support.

Je précise aussitôt que je n'ai rien a priori contre le couple, mais je me demande s'il n'y aurait pas moyen de l'aborder autrement. En prenant les choses à la racine. C'est quoi, la racine ? C'est la solitude. Une solitude dont tout découle. Celle de l'homme dans l'univers, livré à ses seules explications. Celle de chacun de nous dans cette vie. Une solitude que nous refoulons tant bien que mal par toutes sortes de représentations où nous nous inventons un rôle, par toutes sortes d'entreprises plus gratifiantes les unes que les autres, destinées à nous prouver que nous servons à quelque chose, qu'on nous aime, que nous sommes, mais oui, nécessaires...

Parmi les entreprises que la société nous propose dès le plus jeune âge et qui ont pour but de nous situer à une certaine hauteur dans la hiérarchie des nécessaires, pas seuls du tout, conformes à une certaine imagerie que n'importe qui peut comprendre, le Couple figure en bonne place. Il est donc bien compréhensible que la question du couple vienne au premier plan de la contestation chez tous ceux qui essaient de prendre leurs distances vis-à-vis des modèles ambiants.

Mais ce qu'ils ne voient pas, la plupart du temps, c'est que leur façon de se libérer s'inspire d'un schématisme de la domination ou d'un schématisme marchand qui ne sont pas étrangers du tout à la société actuelle. La liberté qu'ils revendiquent s'accommode

parfaitement d'une belle indifférence aux faibles. Que cherchent-ils finalement sinon des marchandises sexuelles plus savoureuses, des rencontres plus prestigieuses ? J'aimerais tellement me persuader que ce n'est pas l'esprit de possession qui pousse nos affranchis hors du fameux nid monogamique... !

Autre chose : on ne voit généralement pas non plus que prendre le sexe pour instrument de libération c'est procéder comme l'alcoolique qui passe du vin blanc au pastis. Chaque essai de libération par le sexuel ne peut produire qu'une solitude plus grande encore, une déception d'autant plus forte que la fusion a mieux fait oublier qu'on était seul. Et c'est bien pourquoi, chez nos glorieux du zizi ou de la chatte, le sexe devient de plus en plus encombrant à la mesure qu'ils vieillissent. Plus ils s'en servent pour oublier qu'ils sont seuls, plus ils ont à s'en servir. Plus ils craignent d'avoir à se retrouver en face d'une solitude qu'ils n'ont pas apprise à conjurer autrement que par le sexe.

Peut-être faudrait-il commencer par dé-sexualiser la solitude. Elle nous apparaît surtout à travers le désir. Mais nous avons tous eu, étant enfants, des moments de solitude intense qui n'étaient nullement liés au désir sexuel. Le sexe, plus tard, vient meubler ça. Et, puis, après la période d'activité, on retrouve encore et toujours la solitude... Il ne faut donc pas dire : « Je me sens seul (e) parce que j'ai envie d'un partenaire », mais : « J'ai besoin d'un partenaire parce que je suis seul ».

Premier renversement, qui éviterait bien des méprises. Combien de fois avons-nous fait bon accueil à quelqu'un (e), non parce c'était lui, ou elle, mais parce que nous étions incapables de nous supporter seul ? On passait alors très vite sur certains détails, et puis un jour, on n'en pouvait plus...

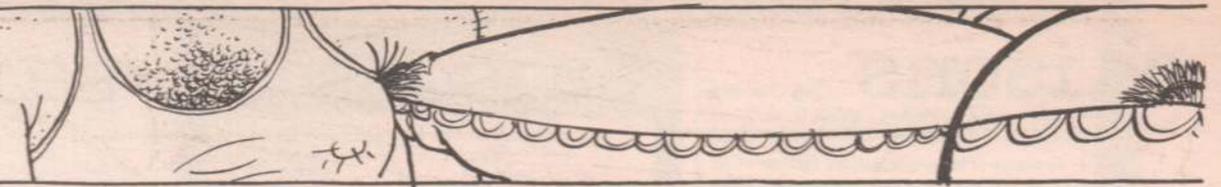
Ce renversement ne prend cependant tout son sens qu'à condition d'en opérer un autre : **considérer la solitude non plus comme du négatif mais comme du positif.**

Tout au long de notre vie on s'arrange pour que l'expérience de la solitude soit triste. Agir seul, être seul - hélas ! Mais pourquoi hélas ? C'est une convention, rien d'autre, et qui n'est pas perdue pour tout le monde : ni pour les racleurs de militants, ni pour les créateurs de modes, ni pour les pousse-à-la-consommation qui pensent qu'un couple a normalement plus de besoins et engendre des jeunes qui auront des besoins... Ne confondons pas : ce n'est pas l'expérience de la solitude qui est triste, c'est l'expérience du besoin. Et du besoin, on nous en fabrique, on nous en fabrique ! Pour nous exciter à la besogne, comme les autres, et si possible un peu mieux qu'eux...

L'alternative me semble claire. On bien refouler la solitude, à deux, à plusieurs, à cinquante millions, dans les entreprises où personne n'a plus à penser par soi-même. Ou bien apprendre à vivre avec, et même à la préserver contre toutes ces choses qu'on nous presse d'accomplir, qui combent le vide, dans notre tête, notre vie, mais en faisant le désert sur la planète.

C'est faute de vouloir être seuls, de réfléchir, d'exister par nous-mêmes, sans tuteur d'aucune sorte, que nous sommes aussi démunis, aussi réceptifs vis-à-vis des besoins qu'on nous impose des brancards entre lesquels on nous met. Il s'agit bien ensuite de ruer ! **Apprendre à vivre seul**, cela vaut aussi bien pour nous défendre des relations fausses que des propositions malhonnêtes de la société du profit. C'est une décision personnelle. C'est une décision politique.

Lambert



Les normes de la libération



PARLONS de la révolution amoureuse. D'abord merci Isabelle, les gens qui osent dire : « je suis jaloux(x)se et ça fait mal », c'est pas courant dans nos « milieux »... La Jalousie, la Possession et autres saloperies sont des maladies honteuses dont on ne parle plus entre gens « libérés »... Pourtant, des gens « libérés », moi, j'en connais pas. Contrairement à Françoise d'Eaubonne, j'ai plutôt l'impression d'abonder dans son sens au niveau de l'analyse mais de me débattre au milieu de mes problèmes à la manière d'Isabelle.

D'une façon générale, je sens ce que dit F. d'Eaubonne mais (hélas) je n'ai pas fait ma Révolution, aussi je veux vivre aujourd'hui avec ma jalousie, mon esprit de possession, mes phantasmes, surtout ne pas les nier et aussi pouvoir en parler, pouvoir aussi reconnaître la jalousie, etc. De l'autre, en gros on est tous dans la même merde, il faut le savoir et essayer au moins de ne pas nous faire (trop) payer réciproquement le poids de notre oppression.

Moi - eh oui, il faut y arriver, y'a pas trente-six solutions pour parler de « ça », c'est d'ailleurs un des aspects les plus positifs à mon avis dans le mouvement des femmes, c'est d'oser parler de son sexe, de sa vie quotidienne, les bonnes femmes n'ont pas à descendre d'un piédestal... Bon alors, moi, je suis pas du tout « libérée », je me trimbale de ces histoires pas possibles (oui, toi aussi, et crois-moi, vieux ou vieille, on n'est pas tout(e) seul(e)s..) mais, quand même je crois qu'on avance un peu :

On commence, (merde, je fais comme Isabelle, je dis ON...), je commence à pouvoir parler différemment de mon cul, de l'amour et tant mieux. Mais « the » Libération comme on en cause trop souvent par chez nous, les margeots, les écolos et autres poilus(ues), ça ressemble à du Brétecher et ça, c'est dangereux. Moi, c'est ça qui m'a empêchée d'avancer, « empêchée d'être heureuse, dans ma peau, de respirer », les normes marginales sont tout aussi frustrantes...

C'est dingue de se sentir obligée de nier le couple, de refuser cette relation, de se répéter qu'il ne faut pas être jalouse (vous savez, ça ne se fait plus du tout...), c'est dingue de garder tout ça pour soi, de refuser de se laisser aller à une vie de couple « normale », alors qu'au niveau du désir physique et affectif on en est là, bêtement là comme les copains... C'est de la connerie de s'interdire la jalousie, si au fond, on

crève malheureu(x)se, dans son coin et qu'on a envie de gueuler que l'autre, il vous appartient quand même un peu.

Alors c'est là qu'Isabelle a raison, raison d'écrire ce qu'elle a dans son ventre, même si son idéal au premier abord c'est pas génial. Alors, soyons indécent(e)s, mettons le sujet sur le tapis, déballeons notre misère, est-il besoin d'ajouter sexuelle ? On me dira que d'organiser une grande Foire de la Frustration, ça résoud pas le problème, et c'est là qu'intervient l'analyse, ce n'est pas quand on a mal au bide parce que Machin(e) est pas là, qu'on se sent en forme pour replacer tout ça dans son contexte historico-socio-politico-psychologique. Il faut d'abord pouvoir parler, déballe, pleurer, demander de l'aide... Bref, il faut s'accepter et se sentir accepté(e), même si on est une horrible « mégère » ou un affreux « tyran » ; bon d'accord, il faut, il faut... c'est bien joli mais dans le quotidien, la réalité réelle, c'est pas évident. Mais ça vaut le coup d'essayer, je vous assure.

J'ai plein de choses à dire, que j'estime très importantes (ben, voyons...) parce qu'on a trop souffert, parce que ça ne peut plus durer.

Il faut abattre dame Cul-pabilité qui frappe sur tous les tableaux : je suis le produit de la société frustrante, castratrice, etc. donc je suis une nana bien élevée, avec les idées qu'il faut sur la chose. Mon conditionnement était tel que j'ai culpabilisé tour-à-tour, mon attirance vers les filles de mon âge (pension), puis mes relations avec les mecs, flirts, faire l'amour, puis faire l'amour avec d'autres que « mon » mec (à moi, payé avec mes sous pendant que j'y suis).

Deuxième époque, je sors un peu, je vois du pays, je réfléchis, je vieillis, je rencontre et aime des gens et au bout du compte, je m'aperçois que ça va toujours pas, non seulement je me sens culpabilisée par le contexte social et l'éducation, mais maintenant, en plus je culpabilise ma jalousie, de ne pas admettre si facilement les moeurs et coutumes des gens libérés, boum, toujours pas dans le coup. D'un côté comme de l'autre, je me suis sentie rejetée...

Là, c'est l'impasse, le désespoir... Et puis j'ai un peu envoyé promener les leçons de vie mal digérées et ça s'est éclairci. La Révolution, c'est ne rien faire qui ne vienne de son ventre. On a tous eu notre dose de souffrances, et il faut être maso pour suivre les normes de la libération, même si ça passe pas.

Oui, Françoise, nous, bonnes femmes, « trimbalons cette nostalgie dans notre tête, notre esprit, notre corps », (dans nos gènes, c'est pas sûr !), mais ne penses-tu pas qu'une forme de « libération » sexuelle dont on nous a rebattu les oreilles était celle des mecs et pas de ceux qui-avaient-tout-compris, je saurais pas bien l'expliquer mais je le vivais comme une forme de viol.

Aujourd'hui, même si j'ai pas résolu tous mes problèmes, même si je suis enfermée dans un couple, je pense que j'ai aussi beaucoup de façons d'aller vers les gens, de les aimer, même entre gens paumés, on a beaucoup à s'apprendre sur nos corps, sur nos sexes, sur ce qui traîne dans nos têtes. Aimer, c'est pas toujours le grand voyage, mais pas toujours non plus le camp de concentration. En ce qui concerne le couple, je crois encore que Françoise a raison, faut pas trop se leurrer sur le couple ouvert, etc. mais pourtant je me sens

capable (d'ailleurs, c'est fait) de dire à quelque(s)-un(s) : j'ai toute la vie pour apprendre à t'aimer... C'est pas un contrat, ni un pari si on oublie pas qu'aimer, reconnaître l'autre, ça peut prendre des tas de formes différentes (et n'exclut pas la séparation).

Le couple vingt-quatre heures sur vingt-quatre, c'est l'enfer... OUI, oui et oui, j'attends avec Françoise, ceux qui voudront nous affirmer le contraire. Mais la relation privilégiée, je pense que ça existe. Le bonheur de rencontrer un être nouveau est vraiment intense (pas toujours) mais celui de retrouver un corps familier, un regard, une caresse, c'est quand même quelque chose d'important, c'est même beaucoup plus que ça... Et ça, je ne sais pas si c'est possible avec tout le monde, même dans un contexte « libéré ». C'est pourquoi je trouve que la citation de l'An OI cloche un peu dans la démonstration de Françoise : l'un dit « j'aurai envie de te voir », l'autre répond « y'aura toujours quelqu'un près de toi », d'abord c'est pas évident et puis ensuite, c'est pas la réponse qui correspond à la question. On peut être avec des gens qu'on aime vraiment et avoir besoin de voir celui-celle/ceux-celles qui sont pas là parce qu'ils sont uniques/reconnus. Quand on aime et reconnaît les autres ils sont tous uniques.

Ben voilà, c'est simple, c'est clair, je peux

encore demain me casser la gueule, le contraire m'étonnerait, on s'en tirera pas sans quelques nœuds dans l'estomac ou autres réjouissances... Mais, même si c'est pas toujours brillant, on peut être conscients, la Longue Marche de la Révolution Amoureuse a commencé ! Avant de conclure, je trouve intéressant de souligner que c'est Isabelle, aussitôt suivie de Françoise d'Eaubonne, qui ont mis les pieds dans le plat, ça commençait à m'inquiéter ce silence sur nos sexualités. Le mythe de la vie privée ne tiendra pas longtemps face au féminisme, les femmes savent trop quelle escroquerie il recouvre ! Invitons-nous à réinventer nos sexes, nos amours, même si on est pas tout à fait prêts avec nos blessures et notre paquet de conditionnements.

Christine

P.S. : Il serait intéressant de lancer un débat un de ces jours sur la contraception, le féminisme et l'écologie. Isabelle avait quelques idées là-dessus (G.O. du mois de juillet 75). J'ai lu *Lunacception* de L. Lacey. A l'en croire, la pilule, ce serait pas tellement plus au point que le nucléaire ! Allons-nous continuer à enrichir les Bayer Péchiney, etc., pendant longtemps, alors que les écolos sont si pointilleux dès qu'il s'agit de l'amiante ou du chauffage électrique !

le couple-coupe

C'est une institution qui réduit l'individu à la demi-portion. Il ne s'agit pas d'un individu plus un individu qui vivent ensemble, il s'agit de deux moitiés. D'ailleurs l'expression existe, « ma moitié », pour parler de la personne avec qui on vit. La notion de couple est un terrorisme qui renvoie la personne qui vit « seule », avec des amours passagères ou de longue durée mais hors du couple, à une infériorisation, une anormalité.

La notion de couple est le flicage le plus sûr, le plus souterrain, c'est quasiment le flic à demeure qui endigue le désir, l'imaginaire, la liberté de l'individu. Des millions de gens seraient heureux - ils vivent, ils travaillent, ils ont des amours, ils bougent, ils ont des amitiés, ils communiquent avec les autres, ils ont plein de gens autour d'eux - si la loi tracée dans leur tête au fer rouge n'était pas précisément cette obligation de former couple. Eux, ils ne forment pas un couple, donc, quelque chose ne va pas, donc, ils ont beau réussir ailleurs, avoir des amis, des amours, de l'air, des chansons, de l'espoir, du plaisir, va, « au fond, j'ai raté ma vie ! » qu'ils vous disent, parce que cette idée de couple de merde est restée enfoncée comme un abcès froid dans leur cervelle !

Le couple, c'est la famille. Même sans enfant. Faut pas croire que le couple c'est autre chose que la famille. Et la famille, c'est la vie basée sur la reproduction. C'est-à-dire l'individu qui s'efface devant l'espèce. La famille c'est le lieu du devoir d'espèce et du devoir social : faut bien fabriquer des jeunes travailleurs qui paieront la

retraite aux vieux. Qu'est-ce qu'on a à foutre d'une espèce qui ne survit que sur le sacrifice des individus ? Fabriquer des individus, ou laisser crever. Le couple produit une sécurisation, une sédimentation, l'immobilisme. Autrement dit, la mort. Même s'il nous reste des jambes pour aller au turbin chaque matin et des mains pour faire la soupe en revenant. La vraie vie est un appel d'air. Chaque individu à aimer est espace à voyager. Etre sur une route. Avancer. Rencontrer. Chaque être rencontré est notre devenir. La vraie vie, c'est quand la séparation entre imaginaire et « vie réelle » tombera.

Et cet être privilégié (ailleurs et aussi appelé « âme sœur »), dont parlait Isabelle, je me demande : combien de gens avons-nous rencontré dans notre vie pour être sûrs que c'est bien celui-là le nôtre ? Quand j'étais sidérée de voir tout le monde se marier vers l'entour de vingt ans, facile toc ! ils trouvent tous leur âme sœur, quel miracle ! c'est pas possible, je me disais, ils ont donc tous déjà fait le tour du monde pour avoir, sûr, choisi le bon ? En fait, il existe des dizaines d'êtres privilégiés pour chacun d'entre nous. D'où la fameuse phrase de OI : il y aura toujours quelqu'un d'autre près de toi, mon amour, on voit très vite vers quelle totale transformation de la société on va, c'est pour ça qu'il est recommandé de rester en couple, pour pas faire trop de vagues. J'ai envie de dire méchamment, qui se bat pas avant tout contre le couple, se bat contre rien.

Victoria Thérame

ECOUTE S'IL PLEUT

Nous recevons souvent à la G.O. des demandes de renseignements, d'adresses pour l'organisation d'une soirée, d'un spectacle. Dans de nombreuses villes, à part les galas Karsenty au théâtre municipal ou de mauvais films au cinéma, il n'y a pas grand chose d'agréable et de distrayant.

Vous avez maintenant la possibilité de vous adresser à une société civile d'artistes associés, appelée « Ecoute s'il pleut ». Deux amis et complices, professionnels du spectacle à titres divers, Daniel Colling et Maurice Frot, forts de leurs expériences, décident, en avril 1976, de créer un secrétariat d'artistes d'un style très particulier. En effet, il leur apparaît que les structures existantes de promotion et de distribution des spectacles, particulièrement en

province (chansons, folk, pop-music, jazz, théâtre etc.) ne satisfont plus de nombreux artistes et organisateurs.

L'engagement de certains d'entre eux, est bien souvent en contradiction avec la politique commerciale et les structures des agences traditionnelles. De ce constat naquit « Ecoute s'il pleut ». Cette organisation nouvelle ne suffisait pas à satisfaire les besoins suscités par l'évolution du spectacle. Encore fallait-il un esprit différent. Au nom de cet esprit, « Ecoute s'il pleut » s'est choisi une structure juridique non commerciale. En effet, une société civile est une association de personnes et non de capitaux. Sa fonction est de gérer sans notion de profit les intérêts de ses membres. « Ecoute s'il pleut » est constitué d'une trentaine de membres, les artistes, et d'une équipe permanente de six secrétaires salariés par la société.

BOUQUINS

histoire de Julie qui avait une ombre de garçon.
Aux Editions du Sourire qui mord.

Une collection différente de livres pour enfants, qui rompt enfin avec les salades guimauves-sexistes de Perrault et consorts. Julie est une petite fille garçon manqué, tellement garçon manqué qu'un jour, elle se découvre une ombre de petit garçon. Malgré ses efforts désespérés pour s'en débarrasser, cette ombre la poursuit au point qu'elle finit par aller se cacher dans un coin du jardin, de honte. Là, elle rencontre un petit garçon affligé d'un défaut également honteux pour un futur homme : il pleure (1). Rassérénés par la confrontation de leurs déboires, les deux enfants s'en vont chercher fortune sous d'autres horizons.

C.D.

(1) Voir aussi : « Les garçons pleurent sans qu'on le sache, quand on ne les voit pas », G.O. N° 140, page 16.



Voici un éventail d'artistes :

- Nadine Mons, une ancienne du « Vraie Chic Parisien », dans un « one woman show » très drôle, et Patrick Siniavine, chanteur : 1 500 F.
 - Jean Paul Farré : 2 800 F.
 - Le chanteur Joan Pau Verdier, avec son groupe de musiciens : 4 500 F.
 - Chic Streetman, blues : 2 000 F
 - Glenmor : 4 500 F
 - Henri Tachan, en tournée : 6000 F
 - Ivan Dautin, avec un seul musicien : 2 300 F. Avec plusieurs musiciens : 3 000 F.
 - Le spectacle de Patrick Font et Philippe Val : « La démocratie est avancée » : 3000 F.
 - Bernard Lavilliers : 4 000 F.
- De nombreux autres chanteurs ou groupes peuvent être contactés par l'intermédiaire de « Ecoute s'il pleut » : le groupe pop Gong, Steve Lacy, les brésiliens Téca et Ricardo, Jean Roger Caussimon, Areski et Brigitte Fontaine, Gilles Servat, Geneviève Paris, Paul Castanier et Christian Lété (free jazz), le groupe folk Malicorne, etc.

« Ecoute s'il pleut », 49 rue de Vercingétorix, 75014 Paris. Tél: 3065963 ou 566 49 60. N'écoutez pas au dernier moment. Il est souvent nécessaire d'organiser les spectacles en tournée. Les frais de déplacement, la fatigue etc. sont moindres.

M.J.



Le train à l'œil ?

Le Groupe de Résistance Active aux Transports Publics Payants (G.R.-A.T.P.P.) s'est offert à Grenoble, vendredi 7 janvier, son premier procès en appel. Un pas de plus, après les nombreux procès devant des Tribunaux de simple police, toujours pour la même infraction : circuler en train sans titre de transport. La tactique du GRATPP est en effet des plus simples : pour faire aboutir la revendication des transports gratuits, il suffit de prendre le train sans payer. Et se servir du procès qui s'ensuit comme tribune. Logique implacable de la désobéissance civile... Mais qui pourrait finir par coûter cher !

Ils étaient trois à Grenoble, pour se partager cinq affaires. Jacques Desmaison, Béatrice et Christian Denele, condamnés à 50 F d'amende et 10 jours de prison d'une part, 400 F d'amende d'autre part. Jacques et Béatrice, seuls présents, ont tenté d'exposer à la Cour leurs motivations : ce ne fut pas une mince affaire. Une brève audience est hachée d'interruptions que chacun se plaît à provoquer. Le Président s'exclame : « Allez dire cela au Parlement ! ». Jacques Desmaison cesse ses explications parce que le Procureur parle à voix basse avec l'huissier. La Cour se retire dix bonnes minutes pour délibérer. Jugement sévère : si la Cour annule logiquement les dix jours de prison prononcés illégalement, en revanche elle fixe les amendes au maximum, soit cinq fois mille francs, et la contrainte par corps au maximum aussi : s'ils ne paient pas, ils ne feront pas dix jours de prison mais deux mois. On pourrait



croire que cette sévérité vise surtout à décourager le GRATPP de faire appel. Pourtant, le procureur aussi avait fait appel. Alors ?

Jacques et Béatrice sont repartis pour Paris. En train, bien sûr. Sans payer, évidemment. Nous les reverrons devant d'autres Tribunaux, d'autres cours d'appel. Les laisserons-nous à chaque fois, comme à Grenoble, (presque) seuls devant la Justice ? Leur action nous interpelle ; elle n'est pas pour autant indiscutable.

Tandis que dans sa campagne électorale, Brice Lalonde promet des transports gratuits, la plupart des associations d'usagers ne veulent pas entendre parler de gratuité. Pour le moment du moins, et en premier lieu parce que cette revendication les divise au moment même où ils tentent de s'unir (Comité de Liaison des Usagers des Transports, Domaine Barnave, Floréal 4, 38120 St Egrève). Ensuite parce que, disent-ils, le premier problème n'est pas celui de la gratuité des transports, que celui de leur existence. Si

en ville les gens prennent leur voiture et non pas les transports publics, ce n'est pas parce qu'ils sont payants, mais parce qu'il n'y en a pas, ou pas assez. Parce qu'ils ne vont pas assez vite. Parce que si par hasard il y en a, on ne le sait pas.

Pourtant, ce qui est vrai des transports en ville ne l'est pas forcément des transports interurbains : ceux-là précisément qui valent au GRATPP de nombreux procès. Si l'on prend la voiture entre deux villes, souvent ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de train, mais que la voiture pour peu qu'elle ne soit pas vide, coûte moins cher. Alors que le déficit de la S.N.C.F. n'est rien à côté des coûts sociaux de l'automobile, entre la voirie, l'énergie (hein ? Raymond...) la pollution, et surtout les acci-



dents, journées d'hôpitaux, jours de travail perdus (pour ne parler que du côté sordide de l'affaire...) ; entre treize mille et dix-sept mille morts par an, qui coûtent à l'Etat (nous) 25 milliards de francs. Le chiffre d'affaire annuel de Renault, Simca et Citroën.

Faut-il se battre avec le GRATPP pour le train gratuit, peut-être, mais il faut sûrement se battre pour le train moins cher.

Cédric

légumes verts, Une, Première, Clap !

Jeudi matin, marché Montorgueil. Prix modérés en temps normal (de moins en moins modérés depuis que le quartier se sophistique). Peu de marchandises aux étals des « fruits et légumes ». Peu de ménagères devant ces derniers. Pour une fois, on ne fait la queue nulle part. Pauvre victoire. Je relève quelques prix, en essayant de ne pas me faire repérer. Mais la solidarité joue à fond. « T'en as une ! » meugle un commerçant à l'adresse du moustachu dont les prix m'occupent. Je décampe.

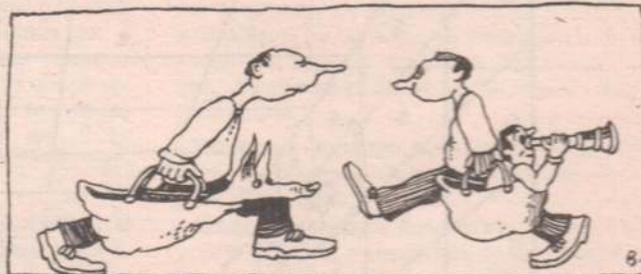


Ils sont hargneux, les détaillants. Personne ne veut de leurs endives à 9 F 40, de leurs choux fleurs à 8 F la pièce. Une vieille branche de céleri pendouille hors de sa caisse : 4 F. Le commerçant râle. Se promener avec « France-Soir » sous le bras tient de la provocation. J'apprends par la même occasion que les jour-

nalistes sont tous des enculés. « La mère Scrivener est une irresponsable ». Est-ce que les ventes ont baissé ? Regard noir du moustachu : « Vous vous fou- tez de ma gueule ? ». Il finit par reconnaître qu'il vend 50 % de moins qu'avant le boycott orchestré par « France-Soir » et Ch. Scrivener. Pas plus ? Il se congestionne et je prends la fuite. Navets, 4 F le kilo. Poireaux, 4 F 50. Pommes de terre, de 2,20 F, les BF 15, mollassones, pour purée exclusivement, à 5 F le kilo, les bintjes. Carottes, 4 F le kilo. C'est pourtant la saison du pot-au-feu. Ce sont pourtant des légumes bien de chez nous.

« Prenez mon petit sac », aguiche un vendeur pâle. Je me penche. Sous cellophane, on distingue un poi- reau, trois carottes, un navet et une branche de per- sil, 4,50 F. Le plus bizarre, c'est l'absence de décala- ge entre les prix des légumes dits « de saison » et les légumes qui ne sont plus ou pas encore de saison. Les haricots verts sont à 12 ou 13 F. Mais ce n'est plus le moment de manger des haricots verts, il fallait y pen- ser cet été. Par contre, le chou vert (ô potées du vieux temps...) brandit sans vergogne sa petite pancarte : 4 F. En plus il est tout petit, ce vantard.

Qu'en pensent les braves dames avec leurs cabas ? « Oh, le boycott, vous savez... j'ai pas attendu qu'on me dise quoi faire, moi ». Une avant-gardiste, en somme. Mais que mangent donc les rejeteurs de cette pionnière ? « Des lentilles, des nouilles... Ils aiment ça, n'importe comment ». Je demande à jeter un œil sur son panier. Steaks, laitue (3 F la pièce, mais on ne peut pas renoncer à tout), camembert. Je crois être tombée sur une pure et dure. Non. Toutes les dames interrogées diront, à peu de chose près, qu'elles par- ticipent au boycott. Ce que ça donnera comme résul-



tat sur la hausse, je n'en sais rien. En attendant, le marché est sinistre, les commerçants hargneux, et les petits enfants, boycotteurs malgré eux, sont pri- vés de pot-au-feu. Décidément, tout fout le camp...

Les associations de consommateurs sont pour la plu- part hostiles au boycott des légumes. Pour la Confédération syndicale du cadre de vie, qui se situe dans le courant autogestionnaire, ce boycott est une tentative du gouvernement pour manipuler les asso- ciations afin de régulariser le marché. Elle refuse cette « combine », symbole de l'inefficacité du plan Barre. Michel Louis dénonce « la spéculation des grossistes, les parasites et les intermédiaires inuti- les ». Ce qui « n'amointrit pas la responsabilité du gouvernement ».

« Le boycott est une façon de détourner le problè- me », affirme l'Union fédérale des consommateurs- Que Choisir ? « L'origine de la flambée des prix vient d'une faille dans la réglementation. Tandis que les marges des détaillants sont bloquées jusqu'au 1er avril, celles des grossistes en fruits et légumes ont été libérées le 1er janvier. Dès qu'ils ont été libres d'agir, les grossistes ont augmenté les prix. L'entente des grossistes a été déterminante ». L'U.F.C. demande un alignement immédiat de la réglementation appliquée aux grossistes sur celle des détaillants. Le boycott ne résoud rien. Il est, de plus, inefficace car « les consom- mateurs n'ont pas attendu que le gouvernement le préconise pour se détourner des légumes les plus chers ».

Etablissement public, l'Institut national de la consommation n'a pas à lancer de mot d'ordre de boycott. Il laisse la responsabilité du déclenchement de telles actions aux associations de consommateurs. Pour Lucien Bouis de l'INC, « les gels n'expliquent qu'en partie la hausse. Il y a des goulots d'étranglement dans l'écoulement des carottes et des poireaux. Un blocage des stocks s'est produit à un moment donné ».

Tout au contraire, Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, apporte son « entier sou- tien » à la campagne de boycott. « Donner un coup de frein aux achats de légumes frais quand ils coûtent trop cher est une excellente initiative ». Monsieur Liebig est du même avis. Il a sorti une pub de cir- constance : « Au prix des légumes aujourd'hui, vive le potage en boîte Liebig ». Les gens qui font dans les légumes secs se réjouissent itou. Certain commerçants ont vendu cinq fois plus de lentilles et les prix grim- pent aussi.

Aux Etats-Unis, les mouvements de consommateurs demandent un boycott du café pour enrayer la flam- bée des prix. Les avis sont partagés sur son efficacité. La hausse est certes due aux conditions météo défav- orables dans les pays producteurs, gelées catastro- phiques au Brésil, en particulier. Mais là les spécula- teurs, intermédiaires et négociants en ont profité pour se déchaîner et accentuer l'augmentation. En Fran- ce, une hausse de 10 à 20 % est imminente. L'UFC n'envisage pas de boycott, mais le cas échéant un appel à une réduction de la consommation.

La police appellera-t-elle bientôt à dénoncer les cro- queurs de laitue et les buveurs de café ?

LA GUEULE OUVERTE AIDE LE PLAN BARRE (2)

Aujourd'hui : le sauté de mou- ton pas cher.

L'entreprise commence chez le boucher. On dit bonjour et on demande, pour quatre, un kilo de haut-de-côtes de mouton. Ça coûte entre douze et quatorze francs. Toujours poli, on demande : « s'il vous plaît monsieur le boucher, vous pouvez me découper ça ? »

D'une voix menue, on réclame deux ou trois os.

A l'épicerie, on achète des fayots. Il y en a plusieurs sortes, c'est une affaire de goût. Les fayots vont au bain : six heures de trempette minimum, sauf si on envisage de les cuire dans une cocotte-minute, auquel cas, l'opération est inutile. Les fayots doi- vent cuire avec une gousse d'ail et un bou- quet garni, sel-poivre, et commencer de cuire à l'eau froide. Deux heures en casse- role (feu doux dès l'ébullition) et environ une demi-heure en auto-cuiseur. Tournons- nous donc vers le mouton. Dans une grosse cocotte, on met du beurre et une goutte d'huile, pour éviter au beurre de noircir. On fait sauter les bouts de viande pour qu'ils caramélisent. Ça sent bon. A côté, on a mis les os à bouillir.

Ca fait que d'un côté on a du sauté de mou- ton, de l'autre du bouillon. Au bouillon, on ajoute un petit verre de blanc, pour parfumer. On verse les trois-quarts du liquide sur le mouton. Le dernier quart va servir à fabriquer un roux, ou liaison à base de farine. Mais attention : mollo sur la farine, sinon c'est plus un roux, c'est de la colle et c'est parfaitement dégueulasse. Petite cas- serole, cuillère en bois, on verse douuce- ment un peu de farine dans le bouillon et on touille nerveusement parce qu'on a peur des grumeaux. Le feu est super-doux, parce qu'on tremble à l'idée que la farine ne cuise



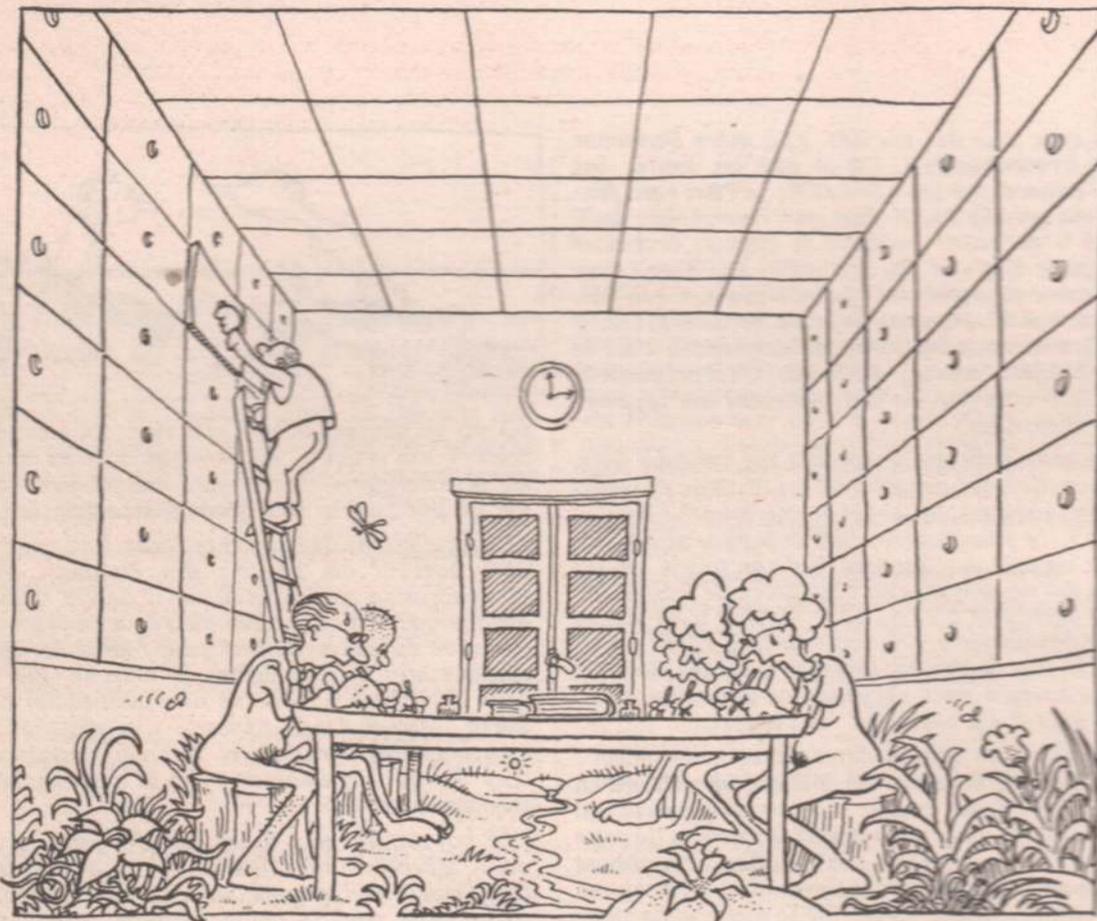
pas suffisamment. On ajoute le roux à la viande et on laisse mijoter une bonne heu- re.

Les as de la synchronisation et les petits démerdards se seront débrouillés pour coordonner magistralement la cuisson des fayots et celle du mouton. Les autres sont des jean-foutre qui ne méritent pas qu'on leur cherche des recettes succulentes et pas chères. Je continue pour les gourmets. Tout a cuit, on a mis la table et la bonne odeur de ragoût-sauté (plat bâtard mais exquis) fait trépigner les convives. On arrose les fayots avec un peu du bouillon de cuisson, on rectifie l'assaisonnement, et on met fin au supplice des malheureux. C'est bon. Ca peut aussi se faire avec des carottes, mais au prix où est la carotte... Régalez-vous. Prochain épisode : les foies de volaille en fricassée. Ceux qui veulent des recettes végétariennes sont invités à en faire la demande ou à en proposer. Au revoir.

A.V.



SUR LE TERRAIN



lutte anti-nucléaire

RENNES. Projection du film « Voyage dans les centrales de la terre », le lundi 24 janvier, suivi d'un débat animé par les militants du comité local d'information sur le nucléaire. Conférence du Général de Bollardière sur « non violence et combat politique » le mardi 25, à 21 h, salle de la cité. Deux soirées organisées par le groupe non violent rennais. Pour tous renseignements, s'adresser 36, rue Lafond, à Rennes.

MARMANDE. Le groupe écologique organise une soirée-débat sur l'énergie nucléaire, le vendredi 28 janvier, à 20 h 30, à la mairie-annexe.

CHALON SUR SAONE. Le commandant Cousteau donnera une conférence sur les dangers du nucléaire, le jeudi 20 janvier, à 20 h 30, salle Marcel Sembat. Entrée gratuite.

SAONE ET LOIRE. Jean Kergrist, le clown atomique, sera durant trois jours en Saône et Loire. Le lundi 24 janvier, à 20 h 30, salle du foyer rural de Gigny sur Saône. C'est sur le territoire de cette commune qu'est prévu le projet d'usine d'enrichissement d'uranium COREDIF. Le mardi 25 janvier, à 20 h 30, à Ouroux sur Saône, le mercredi 26 janvier, à 20 h 30, à Gergy, salle du foyer rural. Un débat suivra chaque représentation avec les Amis de la Terre du Val de Saône. Amis de la Terre, Sassenay, 71100 Chalon sur Saône.

MEUDON. Le groupe écologique meudonnais édite des enveloppes reproduisant au recto à gauche, une réduction de l'affiche contre la centrale de Nogent sur Seine. Les commander à N. Delpit, 5, avenue du Général de Gaulle, 92360 Meudon la Forêt. Les 25 : 4 F. Les 500 : 65 F, port compris. Groupe écologique meudonnais, 5, avenue du Général de Gaulle, 92360 Meudon la Forêt.

FLAMANVILLE. Poursuivant leur action contre le projet de l'EDF d'implanter une centrale nucléaire sur un des plus beaux sites de France, et au milieu de villages peuplés, le comité de défense contre l'implantation de la centrale nucléaire de Flamanville et le comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse Normandie ont décidé la création d'un Groupement foncier agricole, qui prend le nom de **GFA des falaises de Flamanville**.

Ce groupement semble le meilleur moyen de lutte contre la centrale. Un groupe pouvant mieux résister qu'un individu isolé aux pressions et propositions d'achats de terrains. Les agriculteurs de Flamanville veulent conserver leur outil de travail. De plus, la procédure d'expropriation est plus longue et plus difficile. Le GFA se donne pour but de promouvoir le développement agricole de la commune et des communes environnantes.

A ce jour, douze propriétaires de terrains menacés d'expropriation ont donné leur adhésion au GFA, en lui cédant leurs droits de propriété sur ces terrains. En plus de ces apports en nature, il est prévu des apports en numéraire pour assurer au GFA une trésorerie suffisante lui permettant de couvrir les frais de constitution (acte notarié, droits d'enregistrement), les frais de fonctionnement et les achats éventuels de terrains.

Un appel pressant est lancé aux personnes et aux comités antinucléaires pour qu'ils s'associent à la lutte des habitants de Flamanville. Chaque part du GFA est fixée à 100 F. Mais pour limiter les frais de fonctionnement, il est demandé à ceux qui le peuvent, soit de souscrire dix parts, soit de se grouper à dix sous un seul nom.

Pour souscrire, libeller un chèque à l'ordre du comité de défense contre la centrale nucléaire de Flamanville, Compte Crédit agricole, Les Pieux n° 36 7083-Y-000. Renseignements complémentaires : s'adresser soit à M. Jules Lerouvoille, secrétaire du comité de défense de Flamanville, soit à Didier Anger, responsable du CRILAN, à Flamanville. Tél : (33)52.45.59.

MARSEILLE. Le film « Condamnés à réussir » sera projeté à Marseille et dans la région du 21 au 31 janvier.

Lundi 24, à 20 h 30, au ciné-club des frères Lumière à La Ciotat.

Mardi 25, à 13 h, faculté St Charles à Marseille et à 20 h 30, à Gardanne.

Mercredi 26, à 12 h, faculté Luminy à Marseille ; à 20 h 30, MJC Tivoli, à Marseille (1^{er}).

Jeudi 27, à 20 h 30, MJC Corderie, Marseille (7^e).

Vendredi 28, à 20 h 30 MJC Château-Gombert, Marseille (13^e).

Lundi 31, 20 h 30, Maison des Jeunes de Bonneveine, Marseille (8^e).

VALENCE. Projection du film « Condamnés à réussir », le vendredi 21 janvier, à 20 h 30, à la Maison pour tous, 61, avenue du grand Charran. Tél : (75)43.69.94.

PONTOISE. Le collectif écologique du Parisien présente un montage diapos sur le nucléaire, avec la participation de scientifiques du groupe d'Orsay (GSIEN) et d'ingénieurs EDF. Un débat suivra, le vendredi 21 janvier, à 21 h, maison des quartiers de Louvrais, place de la paix.

C.E.P., 37, rue Sœur Angèle, 95210 St Gratien. Ou 35, route de Garges, esc. F, 95200 Sarcelles.

LA ROCHE SUR YON. Une exposition et une animation sur le thème : « le pari nucléaire » aura lieu les vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 janvier à la Bourse du Travail, boulevard Louis Blanc. Des panneaux explicatifs, des maquettes de maisons solaires, de la documentation seront exposés en permanence. A 21 h, le vendredi 21, sera projeté le film « Golfech mon amour » suivi d'un débat. Le samedi 22, à 21 h, on vous proposera des films et des débats sur Braud et Saint Louis. Le dimanche 23, la soirée sera animée par le groupe « jazz-paysan Etron Fou ».

Ces journées sont organisées par le CRIN de la Roche sur Yon avec l'aide d'organisations pour l'agriculture biologique, contre le remembrement, etc.

CHOISY LE ROI. Le film « Condamnés à réussir » sera projeté le vendredi 21 janvier, à 20 h, à la bourse du travail, 27, Bd des Alliés. Un débat suivra.

LILLE. Les Amis de la Terre proposent le film « Condamnés à réussir » à la MAC, campus de Villeneuve d'Ascq, le mercredi 26 janvier, à 20 h 30. Amis de la Terre, 51 rue de Gand, 59000 Lille.

CHATOU. Le Groupe d'action écologique projettera le film « Golfech mon amour », le mardi 25 janvier, à 20 h 45, au cinéma « Olympic ». Un débat suivra, sur l'énergie nucléaire.

« SUPER-PHOLIX ». Le numéro 8 du journal des comités de Malville vient de sortir. Au sommaire : vers les assises contre Super-Phénix, 1 300 savants contre Super-Phénix, une lettre de Philippe, militant antinucléaire, insoumis, emprisonné, etc. Toutes les nouvelles des comités Malville...

Le numéro : 2 F. Diffusion : 15 F les 20 numéros. Abonnement : 20 F les 10 numéros ; 40 F les 20. Tout soutien est bienvenu. « Super-Pholix », c/o Georges David, Le Poulet, 01680 Lhuis.

anti-militarisme non-violence

LE HAVRE. Projection du film « Gardarem lo Larzac », le jeudi 20 janvier, à 20 h 30, à l'U.C.J.G., 153 bd de Strasbourg. L'entrée sera gratuite, mais une souscription pour l'achat d'une part GFA - Larzac sera lancée. Mouvement action non-violence, 62, rue du Général Sarrail, 76 600 Le Havre.

« NON VIOLENCE AU QUOTIDIEN » : ce sera le thème de la session des 22 et 23 janvier de « La porte du virage ». Participation aux frais : 20 à 30 F tout compris. Apporter un sac de couchage.

La porte du virage, 15, Grande Rue, 60730 Uilly Saint Georges.

BLOC-NOTES DE LA DÉSŒBÉISSANCE

● refus redistribution de l'impôt 3 % Larzac.

Coordination Nationale : V. Roussel, Le Chesnoy, 45200 Montargis. Soutien financier : CCP 2 112 42 Dijon.

Montpellier : Groupe M.D.P.L.-A.N.V., 3, rue M.-Vernière 34000 Montpellier.

Nancy : A.N.V., F7 Bois-le-Duc, 54500 Vandœuvre.

Lyon : C. Mellon, 6, quai Claude-Bernard, 69007 Lyon.

Dijon : J.-M. Petey, 16, rue Petitot, 21000 Dijon.

Paris : Marcelle Blondel, 79, rue Veuve-Lacroix, 92000 Nanterre.

Romans : B. Vandewielle, 22, rue Pêcherie, 26100 Romans.

Besançon : J. Collombet, 21, rue Boissy d'Anglas, 25000 Besançon.

● renvoi de papiers militaires.

Coordination Nationale : O. Vial, BP 110, 05000 Gap.

Besançon : J. Collombet, 21, rue Boissy d'Anglas, 25000 Besançon.

● ligue pour la liberté des vaccinations.

J.-C. Berget, Le Vallon Fleuri, Morre, 25000 Besançon.

● C.L.A.C. (Comité anti-canal).

96, rue des Granges, 25000 Besançon.

● refus 15 % E.D.F.

Une association est en train de se créer sur Besançon : l'A.T.O.M.E. (Arrêtons tout ! Objectons aux menées d'E.D.F.).

Siège provisoire : 12, rue des Trulères, 25000 Besançon.

● atelier du soleil (école parallèle) : Auxon-Dessus, 25870 Geneuille.

DESERTION. Actuellement objecteur de conscience en affectation à Buis les Baronnies, dans la Drôme, **Serge Rolandez**, le 1^{er} décembre 1976, adresse au Commissaire du gouvernement du TPF de Bordeaux, au directeur de la prison de Montauban et au ministre de la guerre, une lettre dans laquelle il précise sa solidarité envers Alain Bonnaud, déserteur incarcéré. De plus, dans cette lettre, Serge Rolandez reconnaît qu'il a hébergé Alain et demande à être inculpé pour « recel de déserteur ».

Le samedi 8 janvier 1977, Serge Rolandez est convoqué à la gendarmerie de Buis les Baronnies où est dressé procès verbal selon lequel il est effectivement l'auteur de cette lettre de soutien. Serge déclare : « J'ai signé ce procès-verbal. Il est clair qu'en plus de l'aberration constituée par les peines de prison infligées à ceux qui refusent d'apprendre à tuer, on cherche maintenant à perfectionner la machine en tuant ceux qui viennent en aide à ces hommes. La suite ne devrait pas tarder à arriver... » Apportez votre soutien et vos encouragements à Serge Rolandez, « La fontaine Hannibal », 26 170 Buis les Baronnies. Le silence est complice.

Gala de soutien Larzac



BEZIERS. La G.O. 139 annonçait que le Tribunal de Béziers avait relaxé Jacques Lemesle, renvoyeur de livret militaire notoire. Une erreur de transmission a fait présenter les conclusions de l'avocat comme étant les attendus du jugement. C'eût été trop beau ! Les attendus du jugement, les voici... et ma foi ils valent aussi leur pesant d'or : « Considérant que Lemesle Jacques en revendiquant à 38 ans le statut des objecteurs de conscience n'a fait qu'exercer une liberté fondamentale qui est celle de changer d'opinion.

Que cette liberté est reconnue et donc protégée par la convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950

Considérant que le prévenu ne saurait être condamné au motif que la Loi n'a pas organisé l'exercice de ladite liberté.

Considérant également la personnalité du prévenu.

...La relaxe des fins de la poursuite sans peine ni dépens »

TOULOUSE. Le « 103 », groupe non violent fédéré au MAN, change de nom. Il s'appellera désormais le « 103-MAN ». Le texte d'orientation politique du Mouvement pour une Alternative Non violente est retenu comme base d'adhésion. La constitution de nombreuses commissions a été adoptée : luttés en cours (Larzac, Outspan), montage diapos pour diffuser la non violence active, objection, contact avec la presse, les syndicats et les organisations, urbanisme et cadre de vie. Il a été décidé la constitution d'un service de presse et proposé une réflexion sur une alternative économique. Le groupe lance un appel à tous ceux qui se sentent interpellés par la stratégie non violente dans une optique autogestionnaire pour qu'ils rejoignent ces commissions de travail et de recherche. Les réunions plénières du groupe ont lieu les 2^e et 4^e mercredis du mois, à 20 h 30, au local, les réunions des commissions sont fixées par leurs membres selon les nécessités. Une permanence au local est assurée tous les mercredis de 18 à 19 h.

Pour tout contact, passez aux permanences ou aux réunions ou écrire à : « 103-MAN » 39, rue Peyrolières, 31 000 Toulouse.

tutti frutti

CLERMONT-FERRAND. Le groupe Solidarité internationale antifasciste organisera le samedi 22 janvier, à 20 h 30, ancien lycée Blaise Pascal, salle 145, une conférence sur le thème : « l'actualité de Bakounine ». La conférence sera animée par Philippe Oyhamburu, auteur du livre « La revanche de Bakounine, ou de l'anarchisme à l'auto-gestion » (Editions Entente), et suivie d'un débat.

GRENOBLE. Pour la dernière soirée du festival du film de nature, la FRAPNA projettera « Le territoire des autres », au théâtre de Grenoble, à 20 h 30, le mardi 25 janvier. Fédération Rhône Alpes de protection de la nature, 22, rue Saint Laurent, 38000 Grenoble. Tél : 42.57.32.

LILLE - ROUBAIX. Serge Poljinsky présentera son film « La ville est à nous » le mardi 25 janvier, à 20 h 30, à la MJC de Roubaix, le mercredi 26, à 20 h 30, au cinéma Arc en ciel, 24, rue du Marché à Lille, le jeudi 27, à 20 h 30, à la MJC Max Dormoy à Lille et le vendredi 28, à 20 h 30, à la MJC de Fives-Lille. Ces soirées sont organisées par l'association « Réinventons la vie » 37, rue Désiré Courcot, 59370 Mons en Barœul.

L'INTERNATIONALE DE L'ÉCOLOGIE A ENCORE FRAPPÉ

L'internationale des Amis de la Terre, s'est réunie à Amsterdam les 8 et 9 janvier. De Belgique, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Suède, des Etats-Unis, du Canada, d'Australie, du Kenya et de France, tous étaient venus avec l'ambition de renforcer les contacts entre écologistes de tous les nombreux pays.

L'objectif principal de cette rencontre était d'assurer une meilleure circulation de l'information, de favoriser la coordination d'actions internationales (comme la défense des baleines et des cétacés) et aussi d'aider à la création de nouveaux groupes Amis de la Terre dans le monde.

Le fait majeur de cette réunion a été la préparation de la contre-conférence, qui sera organisée à Salzbourg (Autriche) au moment de la conférence pronucléaire de l'A.I.E.A. (Agence internationale de l'Energie atomique) au début du mois de mai, par la N.R.D.C. (association écologique américaine). Les Amis de la Terre réaliseront un quotidien « Eco », qui sera massivement diffusé.

Parallèlement à cette manifestation, le B.E.E. (Bureau européen de l'environnement) organise à Strasbourg, toujours au mois de mai, un colloque qui aura pour thème « l'Europe et l'énergie ». Il a été convenu de faire des quinze premiers jours de mai le temps fort de l'année antinucléaire en organisant lors du dernier week-end de la conférence officielle, des manifestations sur tous les points chauds de la lutte antinucléaire dans le monde, de Malville à Nogent-sur-Seine, de Windscale à Brokdorf, de Hanford (Etats-Unis) jusqu'aux mines d'uranium australiennes...

Pour toute information sur la préparation de ces actions, écrivez à la Commission énergie des Amis de la Terre, 117, ave. de Choisy, 75013 Paris.

SOREL (Eure et Loir). L'association « La cave » organise le samedi 22 janvier, à partir de 21 h, un bal folk avec « les Rampailleurs » et « les Charcutiers métreurs ». Entrée : 5 F. « La cave » est un collectif d'animation dans la région de Dreux-Pacy, St André de l'Eure, Ezy, Anet, qui essaye de mettre de l'ambiance dans cette zone rurale. Vous pouvez contacter Christian, le soir au téléphone 483 25 87 ou écrire à « La Cave », 5, route de l'Habit - 27530 Ezy sur Eure.

LE HAVRE. Le procès de Pierre Dantec (voir G.O. n° 140) qui devait avoir lieu le 19 janvier, est reporté à une date ultérieure, Maître De Felice devant plaider une autre affaire ce jour-là. Pierre Dantec, 8, allée d'Avranches, Apt. 143 B, 76600 Le Havre.

ST BRIEUC. « La rançon du progrès » sera le thème d'un débat avec le GEPN le vendredi 21 janvier. Gilles Klein, du Mouvement écologique du Havre, viendra parler de pollution marine le jeudi 27 janvier, à la Maison des jeunes et de la culture, 30, rue Paul Bert, 22000 St Brieuc. Tél : 33.24.33, poste 415.

EPINAY SUR SEINE. Le groupe écologique de la MJC d'Orgemont a repris ses activités. Une réunion aura lieu le jeudi 20 janvier, à 20 h, à la MJC, rue de la Tête St Médard, 93 Epinay sur Seine.

PARIS. Une coordination libertaire enseignants-enseignés de la région parisienne aura lieu le samedi 22 janvier, à 14 h, à Jussieu. Rendez-vous devant la tour centrale.

PARIS. Le comité Paris-écologie du XI^e arrondissement se réunit le mercredi 19 janvier, à 19 h, au café du 5, rue du Château d'Eau. Métro République.

PARIS. L'association Vie et Action, pour la santé physique et mentale par les méthodes naturelles, organise un stage de biodynamique de la personne, animé par C. et F. Moreaux, les samedi 22 et dimanche 23 janvier. Tous renseignements auprès du groupe Ile de France de Vie et Action, 163, rue Saint Honoré, 75001 Paris.

PARIS. Les Amis de la Terre organisent une réunion de travail le vendredi 21 janvier, à 18 h, en vue de créer un groupe de travail sur les énergies nouvelles et les technologies douces. Amis de la Terre, 117, avenue de Choisy, 75013 Paris.

PARIS 6^e. Comme dans tous les autres quartiers de la capitale Paris-Ecologie présente une liste municipale dans le 6^e arrondissement. Reprenant à son compte les propositions générales de Paris-écologie, le comité du 6^e axera plus particulièrement sa campagne sur la lutte contre les expulsions et l'invasion automobile, le développement des jardins et des rues piétonnes, le refus de la destruction du marché Saint-Germain, prise en charge directe du quartier par ses habitants. La permanence de la campagne dès maintenant à la Librairie Entente, 12 bis, rue Honoré Chevalier, 75006 Paris ; les après-midis de 14 à 19 heures. Tél : 222.80.70. Réunion du comité tous les mardis à 20 h à la librairie. Toutes les bonnes volontés sont souhaitées.

LONS LE SAUNIER. Maurice Benin chantera le mercredi 19 janvier, à 20 h 30, au théâtre municipal, en soutien au Mouvement écologique lédonien. Entrée : 9 F. M.E.L., 27, rue Perrin, 39000 Lons le Saunier.

Tous les chèques renvoyés aux lecteurs sont à retourner directement à Guy de Roquetaille, 8, place du Mandaroux 12102 - Millau. Cedex A L'ORDRE DE GFA LARZAC

FONTENAY AUX ROSES. Une conférence-débat sur l'urbanisme à Fontenay, sa situation actuelle et ses perspectives, aura lieu à la salle des fêtes, avenue de Paris, le jeudi 20 janvier, à 21 h.

MAISONS-LAFFITE. L'Union locale des consommateurs et usagers, organise le jeudi 20 janvier, à 20 h 30, salle de la sécurité sociale, 7, rue du Fossé, une réunion d'information sur « agriculture traditionnelle ou agriculture biologique, pour demain ? ». Des membres de Nature et Progrès animeront la réunion : Antoine Roig, auteur du Dictionnaire des polluants alimentaires, viticulteur et agriculteur. Le D^r Forrat de « Que choisir ? » participera également à cette soirée. Il sera projeté « Terre-objet », un film qui montre les différents aspects techniques écologiques, financiers de ces deux écoles d'agriculture.

1^{ère} et dernière

★ Biennale d'Art emballage moderne d'ORLÉANS du 15 au 31 janvier 77

On peut se balader dans l'expo Emballage jusqu'au 31 janvier et recevoir un grand choc... M.J.C. des CARNES 8 bis rue ceoix de bois

★ Samedi 22 janvier, 20h. M.J.C. ST MARIEU Free Jazz. EVAN CHANDLER QUARTET + IMPRESSION + HENRI GRUYMAN avec "GUEULE DE TABOURET" Tout ça très très moderne ★

LIAISON MUNICIPALE

A l'appel du Mouvement écologique s'est tenue ce week-end une réunion pour la mise au point d'une stratégie en vue des élections municipales. Le M.E. communique :

Nous vous appelons à vous engager personnellement et collectivement dans les élections municipales de mars 1977 et à vous mettre en rapport d'urgence avec le secrétariat de liaison pour les élections municipales, dont la mise en place a été décidée lors de la réunion nationale des 15 et 16 janvier à Paris.

- Les buts de ce secrétariat :
- Recenser toutes les candidatures écologiques (groupées et individuelles) se présentant aux élections, afin d'établir des liaisons entre eux.
 - Fournir une mise à jour constante des candidatures et initiatives concernant ces élections à la presse nationale.
 - Préparer une aide matérielle (brochure, affiches, tracts, etc.)

Une brochure, éditée par le Mouvement écologique, contenant des analyses et des textes d'orientation pour les municipales est d'ores et déjà à votre disposition à l'adresse du secrétariat, au prix unitaire de 9 F, et de 6 F par 10 exemplaires.

Le Secrétariat est à votre disposition à l'adresse suivante : Mouvement écologique, 65, Bld Arago, 75013 Paris. Permanences tous les après-midi de la semaine de 14 h à 18 h. Tél : 331.22.74 aux heures de permanence.

Une souscription nationale est ouverte pour ces élections. Envoyez les dons au secrétariat.

« La Gueule Ouverte »
 fondateur : Pierre Fournier
 directrice de la publication : Isabelle Cabut
 responsable de la rédaction : Arthur
 secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
 maquette : Rose Dentin
 assistant à la maquette : Petit-Roulet
 administration : « les éditions PATATRAS »
 société de presse au capital de 2 100 F
 117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
 Tél : 707 41 19.
 composition et photogravure : Graphiti
 5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
 imprimerie : « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
 abonnements : un an : 180 F ;
 6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
 par chèque bancaire
 chèque postal ou mandat
 adressé aux éditions Patatras,
 117, avenue de Choisy
 75013 Paris

LA PAIX DES FEMMES

les femmes
revendiquent le droit
à une violence.
Pas n'importe
laquelle

Victimes de machinations militaires où elles n'ont aucune part, sensibles au prix de la vie humaine pour l'avoir donnée, revêtues des charmes de la douceur et de la tolérance, les femmes sont les représentantes toutes désignées du pacifisme et de la non-violence.

D EPUIS le début du siècle, l'histoire du pacifisme a été marquée par des figures comme Madeleine Vernet et Bertha von Suttner, et plus près de nous, par les marches des femmes irlandaises pour la paix. Rassemblant catholiques et protestants, celles-ci ont tenté de trouver une issue à une guerre civile qui dure depuis sept ans.

Dans le même temps, nous voyons les femmes chinoises, viet-namiennes, israéliennes, défilé au pas, le fusil sur l'épaule, aux côtés de leurs frères d'armes. Nous voyons les femmes italiennes manifester dans la joie et la fureur contre les agressions dont elles sont sans cesse l'objet dans la société patriarcale-chrétienne. Nous entendons parler de « milices anti-viol » : il est question, partout, de plus en plus, que les femmes puissent tenir leur place dans les rapports de force.

La relation des femmes avec la violence est loin d'être simple. L'équipe du GRIF (Groupe de recherche et d'information féministes) a recensé un certain nombre de textes pour essayer d'y voir plus clair. A l'occasion de la sortie du cahier « Violence », le groupe a organisé une réunion-débat à la librairie « Autrement dit » à Paris sur ce thème. Un débat animé et cordial, d'où on ressort avec une certitude : les femmes revendiquent le droit à une violence, pas n'importe laquelle.

Le drame des femmes face à la guerre a toujours été le sentiment de leur impuissance. Impuissance à enrayer l'appareil soldatesque qui absorbe des milliers de jeunes vies. Impuissance politique aussi puisqu'elles sont tenues à l'écart des grandes décisions qui président à ces massacres. Madeleine Vernet s'est demandée alors : « Comment comprendre que la femme travaille à l'œuvre de mort ? » C'est bien pourtant ce qu'elle fait : s'il n'y a pas de bataillons de soldates (les temps ont changé) il reste que les femmes ont pris la place des hommes pour que les champs se cultivent et que l'industrie, l'industrie de guerre évidemment, tourne à plein. Coupables alors ? Si elle fabrique des cartouches, pourquoi ne ferait-elle pas le coup de feu ? Si elle fait des obus, ne peut-elle être artiller ? Soyons logiques ou alors arrêtons : ce n'est pas comme ça que la femme s'émancipera. »

Cinquante ans après, une cynique réponse lui est donnée sous la plume de Marcia Freedman, une des fondatrices

du mouvement féministe en Israël, luttant pour une solution du conflit au Proche-Orient : « Il n'y a, je pense, qu'une seule possibilité. C'est que nous exigions en priorité l'égalité au sein des forces armées, que nous fassions une question de principe fondamental de notre droit de tuer et d'être tuées en temps de guerre et que nous soyons entraînées pour faire cela en temps de paix. »

Ce point de vue, heureusement peu répandu, pourrait être le point de départ d'une escalade de violence où les femmes de toutes façons, seraient perdantes. De même pour le viol : une des participantes au débat du GRIF fait observer que, si des milices anti-viol se créent, on verra bientôt apparaître des femmes-flics chargées de notre sécurité, avec tout ce que cela suppose de répression et de suspicion policière, comme c'est déjà les cas dans le métro.

Tout le problème est de savoir ce qu'il faut faire en cas d'agression, quelle qu'en soit la forme.

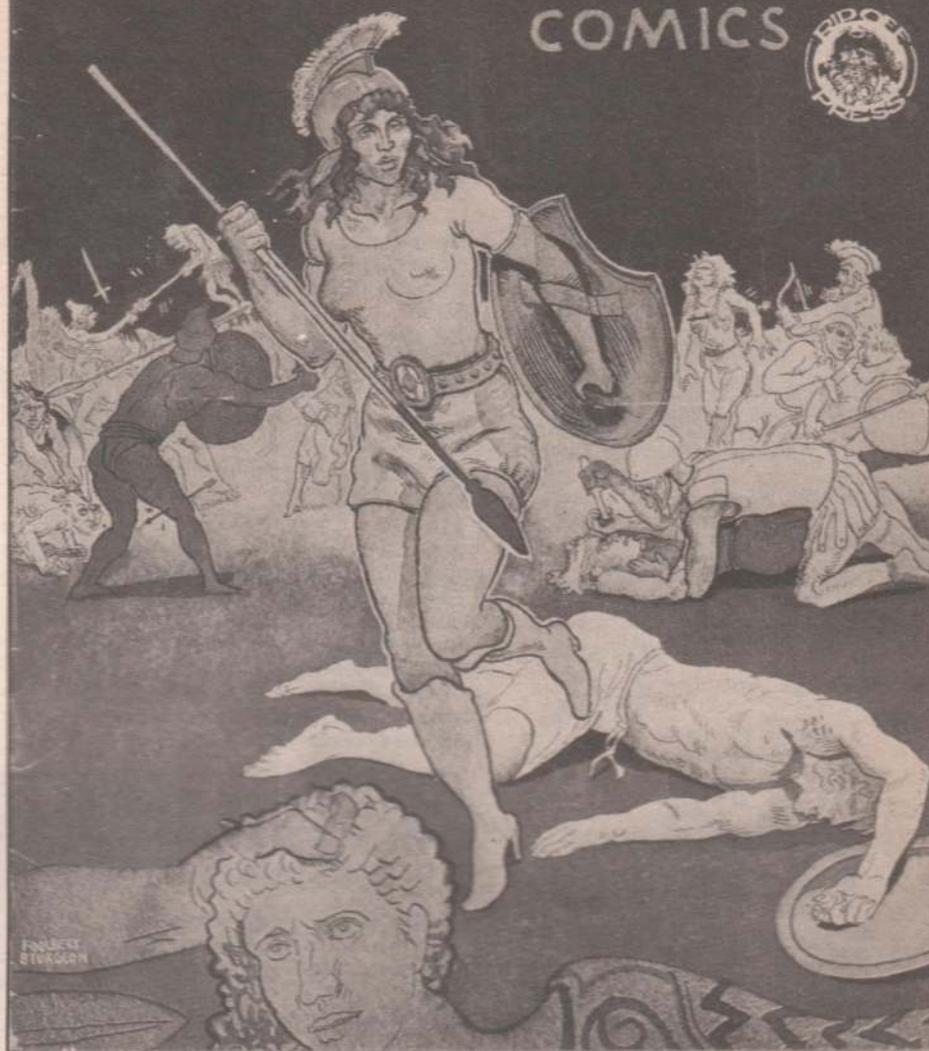
Les femmes israéliennes justifient leur participation aux activités militaires par le fait que, dans le contexte politique actuel, leur pays est sans cesse sous la menace, donc constamment obligé d'organiser sa défense, et que si les femmes ne s'y associent pas, l'égalité des sexes n'est pas possible.

De fait, les femmes ont été longtemps confinées dans leur maison, loin de la place publique où s'élabore la vie politique, réduites à une passivité forcée qui rend suspecte leur séculaire non-violence. Pour François Collin, il y a là une hypocrisie à dénoncer : « Que l'on ne se trompe pas, cependant, sur ce qu'est la paix des femmes. Les femmes ont été trop souvent et commodément associées à l'idée de paix. Les femmes, dit-on, sont la paix. Mais c'est alors dans le sens où elles font survivre un havre de paix dans un monde de guerre. Disons tout de suite que cette paix-là est une fausse paix : c'est tout simplement un état de sujétion qui leur a été imposé par les autres. » En somme, la paix leur est imposée... par la violence.

Est-ce que pacifisme et passivité ne seraient pas, pour la femme, un peu synonymes ? Elena Gianini Belotti (« Du côté des petites filles », aux éditions des Femmes) a magistralement démontré que toute éducation tend à neutraliser l'agressivité des petites filles et, au contraire, à exacerber celle des petits garçons. Pourtant, au

Amazon

COMICS



départ, l'agressivité est la même. Et c'est heureux : l'agressivité est un des facteurs qui permettent à toute espèce vivante de subsister.

Le nœud du problème est peut-être là : l'agressivité humaine est dépourvue de mécanismes régulateurs, comme c'est le cas pour les autres espèces vivantes. « Pourquoi les luttes entre animaux de la même espèce vont-elles rarement jusqu'à l'extermination ? Parce qu'il existe des mécanismes inhibiteurs naturels de l'agressivité dont l'Homme est totalement dépourvu. Il existe chez l'animal (outre la fuite et le marquage du territoire) tout un ensemble de mécanismes, de postures et de rites qui servent à désamorcer l'agressivité. Les combats entre animaux sont très ritualisés. Il y a des mimiques de menaces, par exemple le fait de montrer les dents, le hérissément des poils, les cris, etc. Ils constituent un code d'expression de la colère qui suffit à intimider l'adversaire et à le faire fuir. Mais il existe un véritable code de résolution, ou de dissolution, de l'agressivité de l'ennemi : par exemple, se coucher les pattes en l'air, présenter ses parties vulnérables (gorge, abdomen) ; ce sont des manifestations du désir de se soumettre et de cesser le combat. L'ennemi, au lieu de profiter de ces manifestations de faiblesse, abandonne la lutte. » (Odette Thibault)

Nous ne sommes pas des animaux, c'est une chose entendue. Mais il serait illusoire de ne pas vouloir reconnaître cette dimension agressive de notre espèce et de s'obstiner à voir les femmes comme les frêles créatures que le moindre courant d'air fait choir.

Les femmes veulent se battre, c'est ce qui rend leur rapport à la notion de violence-non violence si ambigu. Du moins, c'est ce qui est apparu dans les interventions, parfois très virulentes, des participantes au débat.

La question du viol était aussi au centre des discussions. Tant il est vrai que les femmes font non seulement les frais des guerres, agressions collecti-

ves, mais aussi du viol, agression qui leur est spécifique.

Contre le viol, tout le monde est tombé d'accord pour préférer l'auto-défense aux milices organisées. La nuance est d'importance, entre la prévention et la répression. Il en va de même pour la guerre. Dans un article du Cahier, « Guerre et économie », Fanny Fuks fait des propositions pour les femmes qui veulent modifier ce processus dangereux, en citant comme exemple l'action du groupe américain « Women Strike for Peace ». Il s'agit d'un groupe de pression, un lobby, comme il y en a de nombreux aux Etats-Unis, qui se manifestent à l'occasion des élections et de tout ce qui marque la vie politique américaine. Le WISP proclame son hostilité aux thèses du Pentagone sur la « guerre nucléaire limitée ». Il a invité ses membres à faire campagne à l'occasion des récentes présidentielles, à écrire aux parlementaires, etc. Mais le WISP plaide aussi en faveur de la réorientation des priorités économiques, la limitation du budget militaire et le plein emploi.

Les femmes du GRIF suggèrent « une manière d'absentéisme, une grève générale, sauvage, qui ne s'interroge pas sur ses implications et ses conséquences, un refus, une affirmation de la vie. » Une solution à la Lysistrata, le personnage d'Aristophane, qui propose à ses sœurs d'Athènes, de Sparte, de Béotie, de Corinthe... de faire la grève du devoir conjugal, jusqu'à ce que cesse la guerre qui déchire le Péloponèse. Mais, objecte une femme, nous n'aurons pas la paix « tant que les trières auront de jambes et qu'il y aura un trésor immense sous la garde de la déesse ». Aussi les femmes s'emparent-elles de la citadelle, où se trouve le trésor public, nerf de la guerre. Les hommes, privés de revenus, et surtout de plaisir, finissent par céder à la pression féminine et signent la paix.

Catherine Decouan

GRIF : rue du Musée, 1 000, Bruxelles, Belgique.